

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/42868]

Extrait de l'arrêt n° 85/2023 du 1^{er} juin 2023

Numéros du rôle : 7720 et 7747

En cause : les recours en annulation du chapitre premier du décret de la Communauté française du 17 juin 2021 « portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale », en tant qu'il insère les articles 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4, 6.2.5-5 et 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, introduits par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » et par l'ASBL « Inclusion ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt et K. Jadin, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 3 janvier 2022 et parvenue au greffe le 4 janvier 2022, l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », assistée et représentée par Me M. Kaiser et Me M. Verdussen, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation du chapitre premier du décret de la Communauté française du 17 juin 2021 « portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale », en tant qu'il insère un article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire (publié au *Moniteur belge* du 6 août 2021, troisième édition).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 février 2022 et parvenue au greffe le 8 février 2022, l'ASBL « Inclusion », assistée et représentée par Me V. van der Plancke, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation du chapitre premier du même décret, en tant qu'il insère les articles 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 et 6.2.5-5 dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 7720 et 7747 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte

B.1.1. Le décret de la Communauté française du 17 juin 2021 « portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale » (ci-après : le décret du 17 juin 2021) a pour but d'augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques au sein de l'enseignement ordinaire qui relève de la compétence de la Communauté française, par la création de « pôles territoriaux » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 6).

Les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021 renvoient à cet égard à la déclaration politique du Gouvernement, laquelle prévoit de « diminuer le nombre d'élèves fréquentant l'enseignement spécialisé en favorisant l'inclusion dans l'enseignement ordinaire chaque fois que cela s'avère possible et en dégagant les moyens nécessaires à leur inclusion » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/3, p. 3). Le législateur décrétrait visait un complet changement de paradigme, en vue de permettre « à tous les élèves à besoins spécifiques scolarisés en Fédération Wallonie-Bruxelles d'être accompagnés si cela s'avère nécessaire » (*ibid.*, p. 3).

B.1.2. Le pôle territorial est une structure chargée de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale au profit des élèves à besoins spécifiques. Le pôle est placé sous la responsabilité du pouvoir organisateur d'une « école siège » relevant de l'enseignement spécialisé. Cette école peut collaborer avec une ou plusieurs « écoles partenaires » relevant aussi de l'enseignement spécialisé, qui constituent des antennes du pôle territorial. Le pôle territorial exerce ses missions dans des « écoles coopérantes » de l'enseignement ordinaire, qui sont tenues, par le décret, de coopérer avec un pôle territorial. L'école siège, l'école partenaire et l'école coopérante peuvent être organisées par des pouvoirs organisateurs différents et relevant de réseaux d'enseignement distincts (article 6.2.2-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire).

B.2.1. Le recours dans l'affaire n° 7720 porte sur l'article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'il a été inséré par le décret du 17 juin 2021.

B.2.2. L'article 6.2.5-6 précité dispose :

« § 1er. Le pouvoir organisateur de l'école siège reçoit pour le pôle territorial qu'il organise un financement spécifique sous la forme d'une enveloppe de points.

Le calcul de l'enveloppe de points de chaque pôle territorial est réalisé de la manière suivante :

1° chaque pôle territorial se voit attribuer un nombre de points de base parmi le nombre global de points conformément à l'article 6.2.5-3;

2° certains pôles territoriaux se voient attribuer des points complémentaires conformément aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5.

§ 2. Le pouvoir organisateur de l'école siège peut répartir son enveloppe de points de la manière suivante :

1° minimum 80 pourcents des points doivent être affectés à des traitements ou des subventions-traitements;

2° maximum 20 pourcents des points doivent être affectés à des dotations ou des subventions de fonctionnement.

Le pouvoir organisateur de l'école siège communique chaque année la répartition du nombre de points aux services du gouvernement.

§ 3. Les services du gouvernement versent au pouvoir organisateur de l'école siège les dotations ou subventions de fonctionnement en multipliant le nombre de points affectés par le pôle à des dotations/subventions de fonctionnement par la valeur d'un point calculée conformément à l'article 6.2.5-3, § 1^{er}.

Pour les pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège organisée par la Communauté française, les montants affectés aux dotations de fonctionnement sont majorés en appliquant la formule suivante :

$$Dfct = Nfct + [Nfct \times 33 / 100]$$

Dans cette formule :

' Dfct ' désigne la dotation de fonctionnement octroyée à l'école siège organisée par la Communauté française;

' Nfct ' désigne le montant calculé conformément à l'alinéa 1er.

Chaque pôle territorial peut utiliser ses moyens de fonctionnement pour engager du personnel administratif. Pour ce faire, un pouvoir organisateur peut décider d'adhérer, pour le pôle territorial qu'il organise, à un centre de gestion visé aux articles 114 et suivants du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement. La convention d'adhésion visée à l'article 115 du décret du 2 février 2007 précité précise la part des moyens de fonctionnement du pôle territorial qui sont octroyés au centre de gestion ».

Les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021 précisent que le troisième paragraphe opère une différenciation de financement pour les pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège organisée par la Communauté française, mais que Wallonie Bruxelles Enseignement (ci-après : WBE) « est un pouvoir organisateur particulier qui présente des spécificités » et qu'« il en résulte que la situation de WBE ne peut être comparée avec la situation d'autres pouvoirs organisateurs ». WBE dispose notamment de moyens propres et assure « diverses missions spécifiques pour les acteurs de l'enseignement (élèves/pouvoirs organisateurs) qui n'ont pu trouver de solution auprès de pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné. Une des spécificités de WBE réside notamment dans le fait qu'il scolarise des élèves qui ont rencontré des difficultés dans d'autres écoles » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 27).

Au cours des travaux préparatoires, le ministre compétent a confirmé que le Gouvernement a décidé d'appliquer le principe d'un financement différencié également pour les pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège organisée par WBE :

« Cette différenciation s'explique parce que, pour l'enseignement organisé, la Communauté française doit assumer 100 % des dépenses liées à l'organisation de l'enseignement. Le système de financement prévu par le [...] projet de décret pour les pôles territoriaux se calcule donc sur le financement appliqué aux écoles et respecte le même rapport de financement que celui de la loi du 29 mai 1959 dite du ' Pacte scolaire ' en matière de dotations et subventions de fonctionnement où le forfait ' élèves ' des écoles subventionnées est fixé à 75 % de celui des écoles organisées » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/3, p. 5).

B.2.3. L'article 6.2.5-6, § 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire détermine le calcul des dotations et des subventions de fonctionnement dont bénéficie le pouvoir organisateur de l'école siège. Celles-ci sont obtenues « en multipliant le nombre de points affectés par le pôle à des dotations/subventions de fonctionnement par la valeur d'un point calculée conformément à l'article 6.2.5-3, § 1er » (alinéa 1er). En ce qui concerne les pôles territoriaux relevant d'une école siège de l'enseignement organisé par la Communauté française, la dotation de fonctionnement fait l'objet d'une majoration de 33 % (alinéas 2 et 3).

B.3.1. Le recours dans l'affaire n° 7747 porte sur les articles 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels qu'ils ont été insérés par le décret du 17 juin 2021.

B.3.2. L'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dispose :

« Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure des partenariats spécifiques avec le pouvoir organisateur des écoles d'enseignement spécialisé qui organisent les types 4, 6 ou 7 en fonction du besoin spécifique du ou des élève(s).

Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) relevant de l'enseignement spécialisé de type 5, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure un partenariat spécifique avec le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé qui organise le type 5.

Le pôle territorial et l'école d'enseignement spécialisé concernés peuvent être situés dans des zones différentes. Ce partenariat spécifique peut être conclu au cours de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3 et reste valable jusqu'à l'échéance de cette période.

La conclusion d'un partenariat spécifique par une école d'enseignement spécialisé ne l'empêche pas d'être par ailleurs l'école siège ou l'école partenaire d'un autre pôle territorial.

Le gouvernement fixe le modèle de la convention de partenariat spécifique et les modalités de transmission des conventions conclues aux services du gouvernement ».

Les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021 précisent que cette disposition prévoit une exception à des principes précités « exclusivement pour la prise en charge des élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 17).

B.3.3. L'article 6.2.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dispose :

« Chaque pôle territorial soutient les écoles coopérantes qui lui sont conventionnées, pour la mise en œuvre de l'intégration permanente totale et des aménagements raisonnables pour lesquels le pôle territorial est impliqué. Le pôle territorial et les Centres PMS compétents pour ses écoles coopérantes agissent de manière complémentaire.

À cette fin, le pôle territorial exerce :

1° les missions suivantes relatives à l'accompagnement de leurs écoles coopérantes :

a) informer les équipes éducatives, élèves et parents d'élèves sur les aménagements raisonnables et l'intégration permanente totale;

b) assurer le lien entre les différents partenaires qui jouent un rôle de soutien aux élèves, notamment afin de faciliter l'échange d'expériences;

c) accompagner et soutenir les membres de l'équipe éducative des écoles coopérantes dans l'organisation des aménagements raisonnables, notamment par le conseil ou la mise à disposition d'outils;

d) accompagner les écoles coopérantes dans l'élaboration de protocoles d'aménagements raisonnables lorsqu'une prise en charge individuelle de l'élève concerné par le pôle territorial s'avère nécessaire.

2° les missions suivantes relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans leurs écoles coopérantes :

a) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de leurs besoins et de leurs protocoles d'aménagements raisonnables;

b) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de l'échelle des besoins visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2;

c) collaborer à l'évaluation des protocoles d'aménagements raisonnables et, le cas échéant, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé en cas d'insuffisance des aménagements raisonnables pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève;

d) accompagner les élèves à besoins spécifiques dans le cadre du dispositif d'intégration permanente totale pour les élèves issus de l'enseignement spécialisé ».

Les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021 précisent que cette disposition vise à décrire les missions des pôles territoriaux. L'intention générale consiste à « favoriser l'école inclusive, en accompagnant concrètement et activement les écoles d'enseignement ordinaire dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques dans le cadre soit d'un protocole d'aménagements raisonnables, soit d'une intégration permanente totale ». Deux catégories de missions sont par ailleurs prévues, à savoir « des missions relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes et des missions relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans les écoles coopérantes » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 20).

B.3.4. L'article 6.2.5-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dispose :

« Les pôles territoriaux qui prennent en charge des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important visés à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), reçoivent entre 44 et 352 points complémentaires par élève en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'alinéa 2. Pour les élèves qui génèrent également des points en application de l'article 6.2.5-5, le nombre global de points généré est de maximum 352 points par élève.

Le gouvernement fixe la procédure et la fréquence d'évaluation de l'ampleur des besoins spécifiques sensori-moteurs des élèves, pour déterminer s'ils doivent bénéficier d'aménagements raisonnables nécessitant un suivi important ouvrant le droit au subventionnement visé à l'alinéa 1er. Sur la base du diagnostic visé à l'article 1.7.8-1, § 1er, alinéa 2, cette évaluation est réalisée par le coordonnateur du pôle territorial avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial et/ou avec les membres de l'équipe éducative de l'école d'enseignement spécialisé. Pour ce faire, le gouvernement fixe une échelle permettant d'évaluer les besoins des élèves et le nombre de points affectés au pôle territorial en fonction des conclusions de l'évaluation visée au présent alinéa ».

Aux termes des travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021, cet article précise que « les pôles territoriaux peuvent bénéficier, le cas échéant, de moyens complémentaires pour la prise en charge d'élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi particulièrement important, y compris des tâches de type 'nursing' ou de transcription en braille. Ce financement complémentaire est octroyé sur la base d'une évaluation approfondie de leurs besoins » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, pp. 25-26).

B.3.5. L'article 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dispose :

« Pour chaque élève en intégration permanente totale dans l'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 88 points complémentaires par élève au pôle territorial qui accompagne cet élève.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour chaque élève, spécialisé de type 4, 6 ou 7 et intégré dans le 3e degré de l'enseignement secondaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 352 points complémentaires au pôle territorial qui accompagne cet élève ».

Selon les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021, cet article précise que « les pôles territoriaux peuvent bénéficier, le cas échéant, de moyens complémentaires pour l'accompagnement d'élèves en intégration permanente totale. Ces moyens complémentaires visent les élèves concernés par ce mécanisme à partir du 2 septembre 2020, c'est-à-dire après la réforme du dispositif de l'intégration ». En outre, le commentaire rappelle que le mécanisme de l'intégration permanente totale est limité aux élèves dont le parcours scolaire dans l'enseignement spécialisé est une réalité :

« La prise en charge des élèves inscrits dans l'enseignement ordinaire et pour lesquels il est possible de répondre de manière permanente et totale à leurs besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ne [doit] pas être concerné[e] par le mécanisme de l'intégration permanente totale mais doi[t] cependant disposer d'un soutien spécifique pour la mise en place des aménagements raisonnables par l'intermédiaire des pôles territoriaux. Dans ce contexte, il a été mis fin début juillet 2020 au mécanisme de l'intégration temporaire totale qui permettait à des élèves de bénéficier de l'intégration sans avoir fréquenté physiquement l'enseignement spécialisé. Les élèves concernés par l'intégration temporaire totale ont tous basculé automatiquement en intégration permanente totale en date du 1er septembre 2020 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 26).

B.3.6. Les dispositions précitées énoncent plusieurs mesures particulières qui s'appliquent, entre autres, à certains élèves en situation de handicap sensori-moteur.

L'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire prévoit une possibilité de dérogation à l'article 6.2.2-4 de ce Code en ce qui concerne la conclusion de conventions de partenariats spécifiques au profit des pouvoirs organisateurs des pôles territoriaux prenant en charge des élèves relevant de l'enseignement spécialisé des types 4 (déficiences physiques), 5 (maladie ou convalescence), 6 (déficiences visuelles) et 7 (déficiences auditives).

L'article 6.2.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire confie aux pôles territoriaux la mission d'accompagner individuellement les élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant, le cas échéant, un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables.

L'article 6.2.5-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire prévoit la possibilité, pour les pôles territoriaux prenant en charge des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important, de percevoir un financement complémentaire sur la base d'une évaluation approfondie de ces besoins.

Enfin, l'article 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire prévoit également un financement complémentaire au profit des pôles territoriaux qui accompagnent des élèves en intégration permanente totale, et ce financement complémentaire est lui-même majoré pour les élèves qui relèvent de l'enseignement spécialisé des types 4, 6 ou 7.

Quant à la recevabilité

B.4. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la disposition attaquée.

B.5.1. La partie requérante dans l'affaire n° 7720 est l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » (ci-après : le SeGEC). Dans l'affaire n° 7747, la partie requérante est l'ASBL « Inclusion ».

B.5.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son but statutaire soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son but; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que ce but n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.6.1. La disposition attaquée dans l'affaire n° 7720 majore la dotation de fonctionnement des pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège de l'enseignement organisé par la Communauté française.

En sa qualité d'organe de représentation et de coordination de l'enseignement catholique reconnu par la Communauté française, le SeGEC a notamment pour but statutaire d'aider les pouvoirs organisateurs et les établissements scolaires qu'elle fédère « à remplir leur mission de service public fonctionnel en matière d'éducation et d'enseignement » (article 3, § 1er, alinéa 1^{er} de ses statuts). Elle est aussi « le porte-parole des membres adhérents dont elle assume la défense et la promotion, par tout moyen jugé adéquat » (article 3, § 1er, alinéa 2, des mêmes statuts).

B.6.2. La partie requérante dans l'affaire n° 7720 est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par la disposition attaquée, qui accorde des moyens financiers complémentaires aux pôles territoriaux placés sous la responsabilité d'un établissement scolaire relevant d'une catégorie autre que celle des établissements qu'elle fédère. En effet, il n'est pas nécessaire qu'une éventuelle annulation de la disposition attaquée lui procure un avantage immédiat. La circonstance que le SeGEC obtiendrait une chance que s'améliore la situation des pôles territoriaux placés sous la responsabilité d'un des établissements qu'il fédère en vue de les aider à exercer leur mission de service public fonctionnel de l'enseignement suffit à justifier son intérêt à attaquer cette disposition.

B.7.1. Les dispositions attaquées dans l'affaire n° 7747 prévoient plusieurs mesures particulières au profit des pôles territoriaux lorsqu'ils accompagnent des élèves en situation de handicap sensori-moteur, sans que ces mesures soient étendues à l'accompagnement des élèves en situation d'une autre forme de handicap, tel le handicap intellectuel.

Selon ses statuts, l'ASBL « Inclusion » a pour but « de promouvoir le développement, l'inclusion et la qualité de vie des personnes en situation de handicap intellectuel et de leurs familles » (article 4, alinéa 1er), ce qui comprend notamment « la défense de leurs intérêts et besoins auprès des Pouvoirs publics et de toutes autres instances, la promotion de leurs droits à l'inclusion dans la société et la lutte contre toutes formes de discrimination à leur égard ». Il est précisé que « l'association peut en outre ester en justice dans les litiges donnant lieu à toute forme d'exclusion ou de discrimination des personnes porteuse d'une déficience intellectuelle et de leur entourage » (article 5, alinéa 1er).

B.7.2. La partie requérante dans l'affaire n° 7747 est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par les dispositions attaquées qui prévoient des mesures particulières au profit des pôles territoriaux accompagnant des personnes porteuses d'un autre handicap que celles dont elle défend les intérêts. En effet, comme il est dit en B.6.2, il n'est pas nécessaire qu'une éventuelle annulation des dispositions attaquées lui procure un avantage immédiat. La circonstance que l'ASBL « Inclusion » obtiendrait une chance que s'améliore la situation des élèves en situation de handicap intellectuel suffit à justifier son intérêt à attaquer ces dispositions.

B.8. La partie intervenante dans l'affaire n° 7720 est l'organisme public autonome WBE. Dans l'affaire n° 7747, la partie intervenante est le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations (ci-après : UNIA).

B.9. Pour vérifier si une personne physique ou morale justifie d'un intérêt à intervenir dans un recours en annulation, il convient d'avoir égard à l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, qui dispose :

« Lorsque la Cour [...] statue sur les recours en annulation visés à l'article 1er, toute personne justifiant d'un intérêt peut adresser ses observations dans un mémoire à la Cour dans les trente jours de la publication prescrite par l'article 74. Elle est, de ce fait, réputée partie au litige ».

Justifie d'un intérêt au sens de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 la personne qui montre que sa situation peut être directement affectée par l'arrêt que la Cour est appelée à rendre à propos du recours en annulation.

B.10. WBE est le pouvoir organisateur des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française dont dépendent les pôles territoriaux qui bénéficient de la majoration de la dotation de fonctionnement prévue par la disposition attaquée dans l'affaire n° 7720. Le présent arrêt peut dès lors affecter directement et défavorablement la situation de cet organisme, de sorte qu'il justifie d'un intérêt à intervenir.

B.11.1. UNIA a été créé par l'accord de coopération du 12 juin 2013 entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, qui a doté UNIA de la personnalité juridique.

Conformément à l'article 3 de cet accord de coopération, UNIA a pour mission « de promouvoir l'égalité des chances prenant en considération la diversité dans notre société et de combattre toute forme de discriminations, de distinction, d'exclusion, de restriction, d'exploitation ou de préférence fondée sur une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'origine sociale, la naissance, la fortune, l'âge, la conviction religieuse ou philosophique, l'état de santé, la conviction politique ou la conviction syndicale, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ». Selon ce même article, UNIA a également pour mission « de remplir les tâches prévues dans l'article 33, § 2, de la Convention des Nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées », qui dispose que « les États Parties, conformément à leurs systèmes administratif et juridique, maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, y compris un ou plusieurs mécanismes indépendants, selon qu'il conviendra, de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente Convention », et dont l'article 24 reconnaît le droit des personnes handicapées à l'éducation. Conformément à l'article 6, § 3, alinéa 2, de cet accord de coopération, UNIA est habilité à ester en justice, dans les limites de ses missions définies à l'article 3, précité, dans tous les litiges auxquels pourrait donner lieu, notamment, l'application du décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ». Ce décret s'applique en matière d'enseignement et vise notamment les distinctions fondées sur le critère du handicap (article 3, 1^o et 12^o, et article 4).

B.11.2. Comme il est dit en B.7.1, les dispositions attaquées dans l'affaire n° 7747 prévoient plusieurs mesures particulières au profit des pôles territoriaux lorsqu'ils accompagnent des élèves en situation de handicap sensori-moteur, sans que ces mesures soient étendues à l'accompagnement des élèves porteurs d'une autre forme de handicap. Ces dispositions peuvent donc affecter la mission d'UNIA et l'intérêt collectif qu'il défend. Il justifie donc de l'intérêt requis.

B.12.1. Dans l'affaire n° 7747, le Gouvernement de la Communauté française soutient que le recours est irrecevable en ce qu'il porte sur l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, dès lors que la partie requérante ne formule aucun grief contre cette disposition.

B.12.2. L'exception d'irrecevabilité concerne la portée des moyens soulevés par la partie requérante, de sorte que l'examen de la recevabilité se confond avec celui du fond de l'affaire.

Quant au fond

En ce qui concerne l'affaire n° 7720

B.13. Le moyen unique dans l'affaire n° 7720 est pris de la violation de l'article 24, § 4, de la Constitution, lu en combinaison ou non avec le paragraphe premier de cette disposition, en ce que l'article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire prévoit des financements différents en fonction du pouvoir organisateur dont dépend l'école siège du pôle territorial. Selon la partie requérante, les différences objectives qui existent entre les réseaux ne justifieraient pas raisonnablement cette différence de traitement.

B.14. Dans son mémoire en réponse, la partie requérante ajoute que la disposition attaquée est susceptible d'entraîner des restrictions au droit des élèves en situation de handicap à l'inclusion dans l'enseignement, dès lors que la qualité de l'accompagnement dont ceux-ci bénéficient au sein de l'enseignement ordinaire est susceptible de varier en fonction du réseau auquel se rattache l'école siège du pôle territorial, ce qui serait incompatible avec l'article 22^{ter} de la Constitution, avec l'article 15 de la Charte sociale européenne révisée et avec l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

B.15.1. Le Gouvernement de la Communauté française et la partie intervenante soulèvent l'irrecevabilité de ce grief en ce qu'il constitue un moyen nouveau.

B.15.2. Il n'appartient pas à la partie requérante de modifier, dans son mémoire en réponse, le moyen du recours tel qu'elle l'a elle-même formulé dans la requête. Un grief qui est formulé dans un mémoire en réponse mais qui diffère de celui qui a été formulé dans la requête constitue dès lors un moyen nouveau et est irrecevable. Partant, la Cour ne doit pas examiner si la disposition attaquée est compatible avec l'article 22^{ter} de la Constitution, avec l'article 15 de la Charte sociale européenne révisée et avec l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

B.16. Dans son mémoire en réponse, la partie intervenante fait valoir que la Cour n'est pas compétente pour se prononcer sur le moyen unique, qui porterait sur un choix du Constituant, dès lors que la différence de traitement soulevée trouverait sa source non pas dans la disposition attaquée mais dans l'article 24 de la Constitution.

B.17. L'article 24 de la Constitution dispose :

« § 1er. L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par la loi ou le décret.

La communauté assure le libre choix des parents.

La communauté organise un enseignement qui est neutre. La neutralité implique notamment le respect des conceptions philosophiques, idéologiques ou religieuses des parents et des élèves.

Les écoles organisées par les pouvoirs publics offrent, jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle.

§ 2. Si une communauté, en tant que pouvoir organisateur, veut déléguer des compétences à un ou plusieurs organes autonomes, elle ne le pourra que par décret adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

§ 3. Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire.

Tous les élèves soumis à l'obligation scolaire ont droit, à charge de la communauté, à une éducation morale ou religieuse.

§ 4. Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié.

§ 5. L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret ».

B.18.1. La Cour n'est pas compétente pour se prononcer sur une différence ou une limitation d'un droit fondamental découlant d'un choix opéré par le Constituant lui-même.

B.18.2. L'article 24, § 4, de la Constitution réaffirme, en matière d'enseignement, les principes d'égalité et de non-discrimination. Selon cette disposition, tous les établissements d'enseignement, entre autres, sont égaux devant la loi ou le décret.

Les établissements d'enseignement doivent dès lors tous être traités de manière égale, à moins qu'il existe entre eux des différences objectives permettant de justifier raisonnablement un traitement différent. Inversement, ils doivent être traités de manière différente lorsqu'ils se trouvent dans une situation intrinsèquement différente au regard de la mesure attaquée, sauf s'il existe une justification objective et raisonnable au traitement égal.

B.18.3. Ce constat n'a pas pour conséquence que la disposition attaquée échappe au contrôle de la Cour. Au contraire, il appartient à la Cour de vérifier si le législateur décretal, en adoptant l'article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, a fait naître une différence de traitement qui est raisonnablement justifiée au regard des différences objectives dont il est question à l'article 24, § 4, de la Constitution.

B.19.1. La disposition attaquée dans l'affaire n° 7720 prévoit une majoration de 33 % de la dotation de fonctionnement des pôles territoriaux placés sous la responsabilité d'une école siège lorsque celle-ci relève de l'enseignement organisé par la Communauté française. Elle crée donc une différence de traitement, en ce qui concerne le financement des frais de fonctionnement octroyé aux pôles territoriaux, selon que l'école de l'enseignement spécialisé qui est l'école siège du pôle est organisée par la Communauté française ou subventionnée par celle-ci.

B.19.2. En application de l'article 6.2.5-1, § 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, la dotation ou la subvention de fonctionnement versée par la Communauté française est destinée à « couvrir les frais relatifs au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux et au remboursement des frais kilométriques générés par les membres du personnel des pôles territoriaux bénéficiant de traitements ou de subventions-traitements ». En vertu de l'article 6.2.5-6, § 3, alinéa 4, du même Code, les pôles territoriaux peuvent utiliser leurs moyens de fonctionnement pour engager du personnel administratif.

B.19.3. Les moyens mis à la disposition des pôles territoriaux pour assurer leur fonctionnement doivent permettre à ces pôles de remplir les missions qui leur sont assignées par l'article 6.2.3-1 du même Code, tant en ce qui concerne l'accompagnement des écoles coopérantes qu'en ce qui concerne l'accompagnement individuel des élèves présentant des besoins spécifiques qui sont scolarisés dans ces écoles. Il revient à chaque pôle territorial d'allouer les moyens dont il dispose « en fonction des besoins spécifiques des élèves dont il [a] la charge » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 8), de sorte que « dans le système des pôles, les moyens ne sont donc [pas] attachés à un élève mais octroyés à une structure qui doit les affecter au mieux en fonction des besoins spécifiques des élèves des écoles de l'enseignement ordinaire avec lesquelles ces structures coopèrent » (*ibid.*).

B.20.1. Bien que l'égalité de traitement des établissements d'enseignement constitue le principe, l'article 24, § 4, de la Constitution n'exclut pas un traitement différencié de ces établissements, à la condition que celui-ci soit fondé sur des différences objectives, « notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ». Les travaux préparatoires de la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988 mentionnent à cet égard la possibilité de tenir compte des obligations spécifiques qui incombent aux écoles de la communauté, du régime de propriété des constructions scolaires, ou encore de la faculté pour certains pouvoirs organisateurs ou établissements de compléter le financement octroyé par la communauté par des fonds publics ou privés (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, n° 100-1/1°, pp. 5-7). Pour justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, une différence de traitement entre les établissements d'enseignement des réseaux d'enseignement, il ne suffit cependant pas d'indiquer l'existence de différences objectives entre ces établissements. Il doit encore être démontré qu'à l'égard de la matière réglée, la distinction alléguée est pertinente pour justifier raisonnablement une différence de traitement.

B.20.2. D'après l'exposé des motifs de la disposition attaquée, la différence de traitement concernant le financement relatif aux frais de fonctionnement repose sur le fait « que Wallonie [...] Bruxelles Enseignement (WBE) est un pouvoir organisateur particulier qui présente des spécificités » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 27). Sont cités à cet égard le fait que WBE scolarise des élèves qui ont rencontré des difficultés dans d'autres écoles et le fait qu'en vertu du décret attaqué, WBE ne peut refuser de conclure une convention de partenariat ou de collaboration avec les pouvoirs organisateurs qui n'ont pas pu conclure une telle convention avec un pouvoir organisateur relevant de l'enseignement subventionné (*ibid.*).

B.20.3. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2.2 que, pour déterminer le montant de la majoration de la dotation perçue par les pôles territoriaux dont l'école siège est un établissement de l'enseignement organisé par la Communauté française, le législateur décrétoal s'est aligné sur la différence de financement prévue par la loi du 29 mai 1959 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (ci-après : la loi du 29 mai 1959), qui prévoit que les établissements de l'enseignement libre subventionné bénéficient, dans les limites des crédits budgétaires, de subventions de fonctionnement par élève régulièrement inscrit dont le montant est égal à 75 % des dotations forfaitaires octroyées aux établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française (article 32, § 2, alinéa 1er).

B.20.4. Il ne saurait être reproché au législateur décrétoal, lorsqu'il crée des nouvelles structures d'enseignement, de reprendre le mode de calcul des dotations et subventions propre à chaque réseau d'enseignement, tel qu'il est prévu par la loi du 29 mai 1959.

B.21. Toutefois, le pôle est une structure qui est placée sous la responsabilité et sous l'autorité des organes de l'école siège, mais qui dispose de ressources humaines et budgétaires propres.

L'exposé des motifs du décret attaqué précise à cet égard :

« Cet attachement à un pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé n'est pas de nature à qualifier le pôle territorial d'établissement d'enseignement. Le pôle territorial est une structure attachée mais distincte de l'école siège. Si certains éléments seront communs entre le pôle territorial et l'école siège (PO, directeur, mécanismes statutaires, annexe relative au pôle territorial dans le contrat d'objectifs de l'école siège), il faut souligner que le pouvoir organisateur sera responsable d'éléments distincts :

- d'une part, de l'école dite 'siège';
- d'autre part, d'un pôle territorial.

À ce titre, il recevra du pouvoir régulateur des dotations/subventions distinctes pour l'école qu'il organise et pour le pôle territorial qu'il organise. Partant, l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial sera distincte de l'équipe éducative de l'école siège et les moyens de fonctionnement octroyés par la Communauté française pour le pôle ne pourront pas être globalisés ou confondus avec les moyens de fonctionnement octroyés pour l'école siège. Avec l'appui du coordonnateur pour ce qui concerne le pôle territorial, le directeur assumera une autorité sur les deux structures. Il convient également de relever que les missions confiées aux pôles territoriaux par le présent projet de décret diffèrent des missions classiques d'enseignement exercées classiquement dans une école. Les pôles territoriaux mettront en place, d'une part, des missions relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes elles-mêmes et, d'autre part, des missions relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans les écoles coopérantes concernées » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 15).

B.22.1. Il en résulte que les pôles territoriaux doivent être distingués des établissements scolaires tant par leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions que par leur financement. Ils n'occupent ni ne possèdent des bâtiments propres, la coordination du pôle étant hébergée par l'école siège et les membres de leur personnel exerçant leurs missions au sein des écoles coopérantes et dans les locaux de celles-ci. Ils offrent leur accompagnement aux écoles coopérantes et aux élèves fréquentant ces écoles, ces dernières demeurant seules responsables de leur inscription. Dès lors que le financement du pôle territorial ne peut être globalisé ou confondu avec celui de l'école siège, le pouvoir organisateur de cette dernière n'est pas supposé pouvoir apporter un complément, par des fonds publics ou privés, au financement octroyé par la Communauté.

Il s'ensuit que le financement des pôles territoriaux est étranger aux différences objectives mentionnées en B.20.1.

B.22.2. Par ailleurs, s'il est vrai que les écoles sièges appartenant au réseau WBE ne peuvent pas refuser un partenariat ou une coopération avec une école souhaitant intégrer le pôle placé sous leur responsabilité, il se déduit des articles 6.2.2-4, § 2 et § 4, dernier alinéa, et 6.2.2-6, § 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire que les écoles sièges appartenant aux autres réseaux ne peuvent refuser un partenariat ou une coopération sans motif valable, que les refus peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Gouvernement et que celui-ci peut, s'il estime le refus abusif, infliger une sanction à l'école siège concernée.

B.23.1. En outre, l'article 6.2.2-1, alinéa 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dispose :

« Le pôle territorial et son école siège, les écoles partenaires et les écoles coopérantes peuvent être organisés par des pouvoirs organisateurs distincts, relevant de réseaux et de niveaux d'enseignement distincts ».

Cette possibilité de mixité des pôles territoriaux est confirmée par l'article 67, § 2, du décret du 17 juin 2021, qui précise que tant les écoles partenaires que les écoles coopérantes peuvent relever de réseaux d'enseignement différents.

L'exposé des motifs précise à cet égard :

« Cet article fixe également un principe : chaque école d'enseignement ordinaire doit nécessairement coopérer avec un pôle territorial. Cette coopération est formalisée par la conclusion d'une convention de coopération ou par la fixation d'un ressort [...].

Un pôle territorial peut évidemment être créé en inter-niveaux, c'est-à-dire qu'il peut rassembler des écoles d'enseignement spécialisé et/ou ordinaire de niveaux d'enseignement fondamental et/ou secondaire. [...] Un pôle peut également être créé en inter-réseaux et rassembler des écoles d'enseignement spécialisé et/ou ordinaire de fédérations de pouvoirs organisateurs différentes » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/1, p. 15).

B.23.2. Il en résulte que des écoles coopérantes relevant de l'enseignement subventionné peuvent être bénéficiaires de l'accompagnement prodigué soit par un pôle territorial dont l'école siège est organisée par WBE soit par un pôle territorial dont l'école siège est organisée par un pouvoir organisateur subventionné et que, de même, des écoles organisées par WBE peuvent être bénéficiaires de l'accompagnement prodigué soit par un pôle territorial dont l'école siège est organisée par WBE soit par un pôle territorial dont l'école siège est organisée par un pouvoir organisateur subventionné. En vertu de la disposition attaquée, des écoles relevant du même réseau bénéficieront donc d'un accompagnement financé de manière plus ou moins importante selon que l'école siège du pôle territorial avec lequel leur établissement coopère est organisée par WBE ou par un pouvoir organisateur subventionné.

B.23.3. Pour les motifs énoncés en B.22.1 et en B.22.2, les spécificités du pouvoir organisateur des écoles sièges relevant du réseau de la Communauté française citées en B.20 ne sauraient justifier une différence de traitement, en ce qui concerne le financement de leurs frais de fonctionnement, entre les pôles territoriaux selon le réseau auquel se rattache leur école siège. Il en va d'autant plus ainsi que, comme il est dit en B.23.2, les pôles territoriaux sont des structures qui peuvent opérer en inter-réseaux et qu'ils ne sauraient dès lors tous être rattachés exclusivement à un seul réseau.

B.24. La différence de traitement créée par la disposition attaquée ne repose pas sur un critère objectif et pertinent. Le moyen unique dans l'affaire n° 7720 est fondé. Il convient d'annuler l'article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, inséré par l'article 1^{er} du décret du 17 juin 2021.

En ce qui concerne l'affaire n° 7747

Premier moyen

B.25.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 7747 porte sur la compatibilité des dispositions attaquées avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 15, point 1, de la Charte sociale européenne révisée, avec l'article 23 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

B.25.2. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination.

L'article 15 de la Charte sociale européenne révisée énonce :

« Droit des personnes handicapées à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté

En vue de garantir aux personnes handicapées, quel que soit leur âge, la nature et l'origine de leur handicap, l'exercice effectif du droit à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté, les Parties s'engagent notamment :

1. à prendre les mesures nécessaires pour fournir aux personnes handicapées une orientation, une éducation et une formation professionnelle dans le cadre du droit commun chaque fois que possible ou, si tel n'est pas le cas, par le biais d'institutions spécialisées publiques ou privées;

[...] ».

L'article 23 de la Convention relative aux droits de l'enfant énonce :

« 1. Les États parties reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

2. Les États parties reconnaissent le droit à des enfants handicapés de bénéficier de soins spéciaux et encouragent et assurent, dans la mesure des ressources disponibles, l'octroi, sur demande, aux enfants handicapés remplissant les conditions requises et à ceux qui en ont la charge, d'une aide adaptée à l'état de l'enfant et à la situation de ses parents ou de ceux à qui il est confié.

3. Eu égard aux besoins particuliers des enfants handicapés, l'aide fournie conformément au paragraphe 2 du présent article est gratuite chaque fois qu'il est possible, compte tenu des ressources financières de leurs parents ou de ceux à qui l'enfant est confié, et elle est conçue de telle sorte que les enfants handicapés aient effectivement accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à la rééducation, à la préparation à l'emploi et aux activités récréatives, et bénéficient de ces services de façon propre à assurer une intégration sociale aussi complète que possible et leur épanouissement personnel, y compris dans le domaine culturel et spirituel.

4. Dans un esprit de coopération internationale, les États parties favorisent l'échange d'informations pertinentes dans le domaine des soins de santé préventifs et du traitement médical, psychologique et fonctionnel des enfants handicapés, y compris par la diffusion d'informations concernant les méthodes de rééducation et les services de formation professionnelle, ainsi que l'accès à ces données, en vue de permettre aux États parties d'améliorer leurs capacités et leurs compétences et d'élargir leur expérience dans ces domaines. A cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement ».

L'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées énonce :

« 1. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les États Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent :

a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine;

b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;

c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre.

2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les États Parties veillent à ce que :

a) Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire;

b) Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire;

c) Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun;

d) Les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective;

e) Des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration.

3. Les États Parties donnent aux personnes handicapées la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires de façon à faciliter leur pleine et égale participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. À cette fin, les États Parties prennent des mesures appropriées, et notamment :

a) Facilitent l'apprentissage du braille, de l'écriture adaptée et des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative, le développement des capacités d'orientation et de la mobilité, ainsi que le soutien par les pairs et le mentorat;

b) Facilitent l'apprentissage de la langue des signes et la promotion de l'identité linguistique des personnes sourdes;

c) Veillent à ce que les personnes aveugles, sourdes ou sourdes et aveugles - et en particulier les enfants - reçoivent un enseignement dispensé dans la langue et par le biais des modes et moyens de communication qui conviennent le mieux à chacun, et ce, dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la sociabilisation.

4. Afin de faciliter l'exercice de ce droit, les États Parties prennent des mesures appropriées pour employer des enseignants, y compris des enseignants handicapés, qui ont une qualification en langue des signes ou en braille et pour former les cadres et personnels éducatifs à tous les niveaux. Cette formation comprend la sensibilisation aux handicaps et l'utilisation des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative et des techniques et matériels pédagogiques adaptés aux personnes handicapées.

5. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. À cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées ».

B.26.1. Dans une première branche du moyen, la partie requérante soutient que les dispositions attaquées créent une différence de traitement dépourvue de justification raisonnable entre les personnes en situation de handicap, au détriment des enfants en situation de handicap intellectuel, en ce qui concerne le financement complémentaire de moyens d'accompagnement individuels pour besoins spécifiques réglé à l'article 6.2.5-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Dans une seconde branche, la partie requérante soutient que les dispositions attaquées créent une différence de traitement similaire en ce qui concerne le financement complémentaire des moyens d'accompagnement individuels pour besoins spécifiques réglé à l'article 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, qui porte sur les élèves en intégration permanente totale.

B.26.2. Eu égard à leur connexité, la Cour examine ces deux branches conjointement.

B.27.1. Le Gouvernement de la Communauté française soutient que la partie requérante dans l'affaire n° 7747 ne formule aucun grief contre l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

B.27.2. L'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire autorise les pôles territoriaux qui prennent en charge au moins un élève présentant certains besoins spécifiques sensori-moteurs à conclure des partenariats spécifiques avec le pouvoir organisateur de certaines écoles d'enseignement spécialisé. Dans son mémoire en réponse, la partie requérante affirme que cette disposition est indissociablement liée aux autres dispositions attaquées.

B.27.3. Il ressort de ce qui est dit en B.26.1 que le premier moyen ne porte pas en substance sur l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, mais qu'il se limite aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, ainsi qu'à l'article 6.2.3-1 de ce Code, dans la mesure où cette disposition énonce qu'il revient aux pôles territoriaux d'« accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de l'échelle des besoins visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2 » (article 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b)).

Par ailleurs, il ne ressort pas de l'article 6.2.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire que cette disposition est indissociablement liée aux autres dispositions attaquées.

B.27.4. L'exception d'irrecevabilité est fondée en ce qui concerne le premier moyen.

B.28.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés, en ce compris ceux résultant des conventions internationales liant la Belgique.

B.28.2. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.29. Contrairement à ce que le Gouvernement de la Communauté française soutient, les articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire créent effectivement une différence de traitement en ce qui concerne le financement complémentaire des pôles territoriaux au profit de certains élèves en situation de handicap sensori-moteur, comme il est dit en B.3.6. Il ressort de la requête en annulation que c'est précisément cette différence de traitement qui est dénoncée par la partie requérante.

B.30. Dans son premier moyen, la partie requérante critique la condition selon laquelle il faut avoir auparavant fréquenté effectivement l'enseignement spécialisé pendant un an au moins pour pouvoir accéder à l'enseignement ordinaire en intégration permanente totale. Cette exigence n'est cependant pas fondée sur une distinction en fonction du type de handicap et n'est, par conséquent, pas propre aux élèves en situation de handicap intellectuel. Partant, le grief est étranger à la différence de traitement critiquée et il ne doit donc pas être examiné dans le cadre du premier moyen.

B.31.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.1.1 que le législateur décréta a souhaité permettre à l'ensemble des élèves à besoins spécifiques de bénéficier d'un soutien adéquat. Le financement complémentaire prévu aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ainsi que l'accompagnement individuel visé à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), de ce Code sont conçus comme des moyens permettant d'apporter un tel soutien.

B.31.2. Comme il est dit en B.7.1, les articles 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), 6.2.5-4 et 6.2.5-5 créent une différence de traitement entre les élèves en fonction de leur situation de handicap. Un suivi individuel et un financement complémentaire plus important sont en effet engendrés par les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs visés par ces dispositions.

B.32.1. L'article 15, point 1, de la Charte sociale européenne révisée prévoit qu'en vue de garantir l'exercice effectif du droit des personnes en situation de handicap à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté, les Parties s'engagent notamment à prendre les mesures nécessaires pour fournir à ces personnes une éducation dans le cadre du droit commun chaque fois que possible ou, si tel n'est pas le cas, par le biais d'institutions spécialisées publiques ou privées.

B.32.2. Par sa « décision sur le bien-fondé » du 9 septembre 2020, le Comité européen des droits sociaux a estimé que le droit à l'éducation inclusive des enfants présentant une déficience intellectuelle, consacré par l'article 15, point 1, de la Charte sociale européenne révisée, n'était pas effectivement garanti en Communauté française par le cadre décrété antérieur au décret du 17 juin 2021 (Comité européen des droits sociaux, décision sur le bien-fondé du 9 septembre 2020, réclamation collective n° 141/2017, *Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et Inclusion Europe c. Belgique*, § 86). À la suite de cette décision, le Comité des ministres a recommandé à la Belgique de « poursuivre le travail déjà engagé et de prendre toutes les mesures législatives et institutionnelles nécessaires pour garantir un plan d'action cohérent créant les conditions nécessaires à une inclusion effective dans la pratique » et de « prendre toutes les mesures législatives et institutionnelles nécessaires pour traiter le manque de suivi adéquat et d'évaluation permanente des mesures prises pour garantir le droit à l'éducation inclusive et protéger les enfants contre la discrimination » (Comité des ministres, recommandation CM/RecChS(2021)19 du 22 septembre 2021).

B.32.3. Bien que les décisions du Comité européen des droits sociaux et les recommandations du Comité des ministres ne lient pas la Belgique, il y a toutefois lieu d'avoir égard, dans le cadre de l'affaire présentement examinée, à la décision précitée et à la recommandation qui en découle, dès lors que le Comité européen des droits sociaux est un organe indépendant spécialement établi en vue de superviser l'application de la Charte sociale européenne révisée et qu'il a examiné le cas des élèves en situation de handicap intellectuel en Communauté française, ce qui est précisément l'objet de l'affaire n° 7747.

B.33.1. Les travaux préparatoires des articles 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), 6.2.5-4, 6.2.5-5 et du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ne donnent aucune justification quant à l'utilisation du critère du handicap sensori-moteur comme fondement de la différence de traitement précitée, établie au détriment, notamment, des élèves en situation de handicap intellectuel. Or, la décision et la recommandation citées en B.32.2 mettent en évidence que cette dernière catégorie d'élèves est objective et qu'elle peut être utilement comparée avec celles d'autres élèves en situation de handicap. De surcroît, il en découle que l'ancien régime décretaal n'était pas compatible avec le droit à l'éducation inclusive des élèves en situation de handicap, consacré par l'article 15, point 1, de la Charte sociale européenne révisée. L'article 23 de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées font aussi référence à ce droit.

Par ailleurs, le Gouvernement de la Communauté française reste en défaut de justifier l'utilisation du critère du handicap sensori-moteur dans les dispositions attaquées. Or, en ce qui concerne la charge de la preuve, il faut en principe considérer que, quand un requérant a établi l'existence d'une différence de traitement, il incombe à la partie adverse de démontrer que cette différence de traitement est justifiée.

B.33.2. Pour le surplus, les travaux préparatoires du décret du 17 juin 2021 précisent, de manière générale, au sujet des élèves en situation de handicap intellectuel :

« Pour les élèves qui présentent une déficience intellectuelle, différents types d'accompagnement sont prévus, à savoir un enseignement spécialisé de qualité, le dispositif d'intégration permanente totale maintenu pour les élèves qui bénéficient déjà du dispositif. Ces dernières années, la mise en place de classes à visée inclusive se développe et favorise les collaborations et les partenariats entre les écoles ordinaires et spécialisées en développant des moments de temps partagés pour les élèves qui fréquentent ces deux types d'enseignement. Cette démarche permet de développer des valeurs comme la tolérance, le respect de la différence, la solidarité, etc., et ainsi de développer le chemin vers une société plus égalitaire et plus inclusive. À ce jour, on compte 17 classes de ce genre, réparties sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, tant au niveau fondamental qu'au niveau secondaire. La volonté de la ministre est d'encourager le développement de ce genre d'initiative. Ainsi, 5 nouvelles classes à visée inclusive verront le jour l'année prochaine.

La ministre annonce l'organisation d'une table ronde sur la prise en charge des élèves à déficience intellectuelle avec pour objectifs d'envisager les modalités d'un accompagnement spécifique de ces élèves tant dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé. Cette table ronde sera l'occasion d'aborder la problématique du manque de places dans les écoles de type 2 et d'envisager ensemble des solutions même si ce point doit faire l'objet d'une concertation avec les fédérations de PO et WBE. Cette table ronde rassemblera les différents ministres qui ont en charge le secteur du handicap parmi leurs compétences, à tous les niveaux de pouvoir, des représentants des associations de parents, des représentants des associations qui accompagnent ces élèves sur le terrain, des représentants des acteurs de terrain tels que les membres du personnel de l'enseignement spécialisé et ordinaire, les directions, les représentants des acteurs institutionnels, le DGDE [Délégué général aux droits de l'enfant] et Unia. La cellule 'enseignement spécialisé et inclusif' de son cabinet est en contact avec le DGDE et Unia pour baliser les contours de cette table ronde sur l'inclusion des élèves porteurs de handicap intellectuel.

L'objectif de la ministre est que chaque élève trouve sa place dans le système scolaire de la FWB. Le décret aujourd'hui examiné n'apporte pas la réponse à cette question spécifique des élèves à déficience intellectuelle, mais l'instauration des pôles territoriaux est vouée à changer le paradigme et le regard porté sur le handicap dans la scolarité. La prise en charge des élèves à déficience mentale modérée à sévère n'a pas été intégrée dans le dispositif des pôles, à la demande des fédérations de PO, WBE et des organisations syndicales, afin que soit pris le temps d'une réflexion spécifique à la prise en charge de ces élèves qui ont également droit à un enseignement de qualité et inclusif » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2020-2021, n° 245/3, p. 20).

B.33.3. S'il est vrai que le législateur décretaal peut mettre en place une réforme radicale par étapes successives (voy. l'arrêt de la Cour n° 104/2015 du 16 juillet 2015, ECLI:BE:GHCC:2015:ARR.104, B.9.1) et, partant, œuvrer progressivement dans le sens de l'inclusion des élèves en situation de handicap, il ne peut pas, à cet égard, opérer une distinction injustifiée entre la catégorie des élèves en situation de handicap sensori-moteur et la catégorie des élèves en situation de handicap intellectuel.

B.34. Le premier moyen dans l'affaire n° 7747 est fondé. Il convient d'annuler les articles 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, insérés par l'article 1^{er} du décret du 17 juin 2021.

Second moyen

B.35.1. Le second moyen dans l'affaire n° 7747 porte sur la compatibilité des dispositions attaquées avec l'article 22^{ter} de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 2 du Premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 15, point 1, de la Charte sociale européenne révisée, avec l'article 23 de la Convention relative aux droits de l'enfant et avec l'article 24 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

B.35.2. La partie requérante soutient que les dispositions attaquées violent les dispositions citées au moyen en ce qu'il est désormais imposé aux élèves en situation de handicap intellectuel de fréquenter effectivement l'enseignement spécialisé pour pouvoir ensuite bénéficier d'un accompagnement dans l'enseignement ordinaire, alors que le système antérieur des intégrations temporaires totales permettait d'obtenir un accompagnement sans devoir préalablement fréquenter l'enseignement spécialisé.

B.36.1. Le système des intégrations temporaires totales, prévu par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 « organisant l'enseignement spécialisé », a été supprimé par le décret de la Communauté française du 17 juin 2021 « modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé afin de supprimer l'intégration temporaire totale », de sorte que le grief pris par la partie requérante de cette suppression ne saurait être imputé aux dispositions attaquées.

B.36.2. Le second moyen n'est pas fondé.

Quant au maintien des effets

B.37. Le Gouvernement de la Communauté française demande qu'en cas d'annulation, les effets des dispositions attaquées dans l'affaire n° 7747 soient maintenus.

B.38.1. Une annulation avec effet rétroactif de l'article 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire risque de causer des difficultés financières considérables pour les pôles territoriaux qui ont bénéficié du financement majoré que ces dispositions prévoient.

B.38.2. Une annulation pure et simple des articles 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), 6.2.5-4 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire risque de priver les élèves en situation de handicap sensori-moteur visés par ces dispositions du mécanisme dont ils bénéficient.

B.39. Dès lors, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, il y a lieu de maintenir les effets des dispositions annulées comme indiqué dans le dispositif, afin de laisser au législateur décretaal le temps nécessaire pour adopter de nouvelles dispositions.

Par ces motifs,

la Cour

- annule le décret de la Communauté française du 17 juin 2021 « portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale », en tant qu'il insère les articles 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), 6.2.5-4, 6.2.5-5 et 6.2.5-6, § 3, alinéas 2 et 3, dans le livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

- maintient les effets de ces dispositions jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025-2026;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1er juin 2023.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/42868]

Uittreksel uit arrest nr. 85/2023 van 1 juni 2023

Rolnummers 7720 en 7747

In zake : de beroepen tot vernietiging van hoofdstuk I van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2021 « houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie », in zoverre het de artikelen 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4, 6.2.5-5 en 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, invoegt in boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » en door de vzw « Inclusion ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt en K. Jadin, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 januari 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 januari 2022, heeft de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Kaiser en Mr. M. Verdussen, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van hoofdstuk I van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2021 « houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie », in zoverre het een artikel 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, invoegt in boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 2021, derde editie).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 februari 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 februari 2022, heeft de vzw « Inclusion », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. V. van der Plancke, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van hoofdstuk I van hetzelfde decreet, in zoverre het de artikelen 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 en 6.2.5-5 invoegt in boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 7720 en 7747 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1.1. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2021 « houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie » (hierna : het decreet van 17 juni 2021) heeft tot doel de inclusie van leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon onderwijs waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is, geleidelijk aan te versterken door de oprichting van « territoriale polen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 6).

De parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 verwijst in dat verband naar de beleidsverklaring van de Regering waarin is bepaald dat « het aantal leerlingen dat gespecialiseerd onderwijs volgt moet worden verminderd door inclusie in het gewoon onderwijs te bevorderen telkens wanneer dat mogelijk is, en door de nodige middelen vrij te maken voor hun inclusie » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/3, p. 3). De decreetgever beoogde « een complete paradigmashift », met de bedoeling « alle leerlingen met specifieke behoeften die naar school gaan in de « Fédération Wallonie-Bruxelles » de mogelijkheid te bieden om te worden begeleid indien dat noodzakelijk blijkt » (*ibid.*, p. 3).

B.1.2. Een territoriale pool is een structuur die belast is met de ondersteuning van scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en van volledige permanente integratie ten voordele van leerlingen met specifieke behoeften. Een pool wordt geplaatst onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht van een « hoofdschool » behorend tot het gespecialiseerd onderwijs. Die school kan samenwerken met een of meer « partnerscholen », die ook tot het gespecialiseerd onderwijs behoren en die antennes van de territoriale pool vormen. De territoriale pool oefent zijn opdrachten uit in « samenwerkende scholen » van het gewoon onderwijs, die decretaal verplicht zijn om samen te werken met een territoriale pool. De hoofdschool, de partnerschool en de samenwerkende school kunnen worden georganiseerd door verschillende inrichtende machten die tot afzonderlijke onderwijsnetten behoren (artikel 6.2.2-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs).

B.2.1. Het beroep in de zaak nr. 7720 heeft betrekking op artikel 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 17 juni 2021.

B.2.2. Het voormelde 6.2.5-6 bepaalt :

« § 1. De inrichtende macht van de hoofdschool krijgt voor de territoriale pool die zij organiseert een specifieke financiering in de vorm van een envelop met punten.

De berekening van de envelop met punten van elke territoriale pool wordt als volgt uitgevoerd :

1° aan elke territoriale pool wordt een aantal basispunten toegekend onder het totaal aantal punten overeenkomstig artikel 6.2.5-3;

2° aan bepaalde territoriale polen worden extra punten toegekend overeenkomstig de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5.

§ 2. De inrichtende macht van de hoofdschool kan haar envelop met punten als volgt verdelen :

1° minimaal 80 procent van de punten moet worden toegekend aan wedden of weddesubsidies;

2° maximaal 20 procent van de punten moet worden toegekend aan dotaties of werkingssubsidies.

De inrichtende macht van de hoofdschool deelt jaarlijks de verdeling van het aantal punten aan de diensten van de regering mee.

§ 3. De diensten van de regering betalen de dotaties of werkingssubsidies aan de inrichtende macht van de hoofdschool door het aantal punten dat door de pool wordt toegekend aan dotaties/werkingssubsidies te vermenigvuldigen met de waarde van één punt berekend overeenkomstig artikel 6.2.5-3, § 1.

Voor de territoriale polen die onder een door de Franse Gemeenschap georganiseerde hoofdschool ressorteren, worden de bedragen toegewezen aan werkingsdotaties verhoogd door de volgende formule toe te passen :

$$Dfct = Nfct + [Nfct \times 33/100]$$

In deze formule :

duidt ' Dfct ' de werkingsdotatie aan die toegekend wordt aan de hoofdschool georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

duidt ' Nfct ' het bedrag aan dat berekend wordt overeenkomstig het eerste lid.

Elke territoriale pool kan haar werkingsmiddelen gebruiken om het administratief personeel aan te werven. Daartoe kan een inrichtende macht beslissen om voor de territoriale pool die zij organiseert, toe te treden tot een beheercentrum bedoeld in de artikelen 114 en volgende van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs. De lidmaatschapsovereenkomst bedoeld in artikel 115 van voormeld decreet van 2 februari 2007 bepaalt het aandeel van de werkingsmiddelen van de territoriale pool die aan het beheercentrum worden toegekend ».

De parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 verduidelijkt dat de derde paragraaf een verschil in financiering doorvoert voor de territoriale polen die ressorteren onder een door de Franse Gemeenschap georganiseerde hoofdschool, maar dat Wallonie-Bruxelles Enseignement (hierna : WBE) « een bijzondere inrichtende macht met eigen kenmerken is, waardoor de situatie van WBE niet kan worden vergeleken met de situatie van andere inrichtende machten ». WBE beschikt met name over eigen middelen en heeft « diverse specifieke opdrachten voor de actoren van het onderwijsveld (leerlingen/inrichtende machten) die geen oplossing hebben kunnen vinden bij inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs. Een van de bijzonderheden van WBE is meer bepaald het feit dat het onderwijs verstrekt aan leerlingen die in andere scholen problemen hebben gehad » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, 245/1, p. 27).

Tijdens de parlementaire bespreking bevestigde de bevoegde minister dat de Regering heeft beslist het principe van een gedifferentieerde financiering eveneens toe te passen voor de territoriale polen die ressorteren onder een door WBE georganiseerde hoofdschool :

« Die differentiatie kan worden verklaard door het feit dat, voor het door haar georganiseerde onderwijs, de Franse Gemeenschap 100 % van de uitgaven verbonden aan de organisatie van het onderwijs op zich moet nemen. Het financieringssysteem waarin dit ontwerpdecreet voor de territoriale polen voorziet, is dus een afdrak van de financiering die op de scholen wordt toegepast en neemt dezelfde financieringsverhouding in acht als die van de zogeheten ' Schoolpactwet ' van 29 mei 1959 inzake dotaties en werkingssubsidies, waarin het ' leerlingenforfait ' van de gesubsidieerde scholen wordt vastgesteld op 75 % van dat van de [door de Franse Gemeenschap] georganiseerde scholen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/3, p. 5).

B.2.3. Artikel 6.2.5-6, § 3, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt de berekening van de dotaties en werkingssubsidies die de inrichtende macht van een hoofdschool geniet. Het bedrag daarvan wordt verkregen « door het aantal punten dat door de pool wordt toegekend aan dotaties/werkingssubsidies te vermenigvuldigen met de waarde van één punt berekend overeenkomstig artikel 6.2.5-3, § 1 » (eerste lid). Voor de territoriale polen die ressorteren onder een hoofdschool van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, wordt de werkingsdotatie verhoogd met 33 % (tweede en derde lid).

B.3.1. Het beroep in de zaak nr. 7747 heeft betrekking op de artikelen 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals zij werden ingevoegd bij het decreet van 17 juni 2021.

B.3.2. Artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt :

« Wanneer een territoriale pool voor een of meer leerling(en) met specifieke sensomotorische behoeften zorgt, kan de inrichtende macht van de territoriale pool specifieke partnerschappen sluiten met de inrichtende macht van de scholen voor gespecialiseerd onderwijs die de types 4, 6 of 7 organiseren, afhankelijk van de specifieke behoefte van de leerling(en).

Wanneer een territoriale pool de zorg voor één of meer leerling(en) op zich neemt die onder het gespecialiseerd onderwijs van type 5 vallen, kan de inrichtende macht van de territoriale pool een specifiek partnerschap sluiten met de inrichtende macht van een school voor gespecialiseerd onderwijs die het type 5 organiseert.

De territoriale pool en de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs kunnen in verschillende zone gelegen worden. Dit specifieke partnerschap kan gesloten worden tijdens de periode van de samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3 en blijft geldig tot de vervaldatum van deze periode.

Het sluiten van een specifiek partnerschap door een school voor gespecialiseerd onderwijs belet niet dat deze de hoofdschool of de partnerschool van een andere territoriale pool is.

De regering bepaalt het model van de specifieke partnerschapsovereenkomst en de nadere regels voor de overdracht van de gesloten overeenkomsten aan de diensten van de regering ».

De parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 verduidelijkt dat die bepaling « uitsluitend voor de zorg voor leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften », in een uitzondering op voormelde principes voorziet (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 17).

B.3.3. Artikel 6.2.3-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt :

« Elke territoriale pool ondersteunt de samenwerkende scholen met wie ze een overeenkomst heeft voor de uitvoering van volledige permanente integratie en redelijke aanpassingen waarbij de territoriale pool betrokken is. De territoriale pool en de PMS-centra die bevoegd zijn voor de samenwerkende scholen, werken complementair.

Daartoe oefent de territoriale pool :

1° de volgende opdrachten uit in verband met de begeleiding van hun samenwerkende scholen :

- a) de onderwijsteams, leerlingen en ouders van leerlingen op de hoogte brengen van de redelijke aanpassingen en de volledige permanente integratie;
- b) zorgen voor de verbinding tussen de verschillende partners die een ondersteunende rol spelen voor leerlingen, inzonderheid om de uitwisseling van ervaringen te vergemakkelijken;
- c) de leden van het onderwijsteam van samenwerkende scholen begeleiden en ondersteunen bij de organisatie van redelijke aanpassingen, inzonderheid door advies te geven of hulpmiddelen ter beschikking stellen;
- d) samenwerkende scholen begeleiden bij het ontwikkelen van protocollen van redelijke aanpassingen wanneer individuele opvang van de leerling betrokken bij de territoriale pool noodzakelijk is.

2° de volgende opdrachten uit in verband met de begeleiding van leerlingen ingeschreven in hun samenwerkende scholen :

- a) de leerlingen met specifieke behoeften individueel begeleiden in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen indien dit nodig blijkt gezien hun behoeften en hun protocollen van redelijke aanpassingen;
- b) de leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften individueel begeleiden voor wie een belangrijke opvolging vereist is in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen indien dit nodig blijkt ten opzichte van de omvang van de behoeften bedoeld in artikel 6.2.5-4, tweede lid;
- c) samenwerken bij de evaluatie van protocollen van redelijke aanpassingen en, in voorkomend geval, bij verwijzing naar gespecialiseerd onderwijs waar redelijke aanpassingen onvoldoende zijn om te zorgen voor het leren dat aangepast is aan de specifieke behoeften van de leerling;
- d) de leerlingen met specifieke behoeften begeleiden in het kader van het systeem van volledige permanente integratie voor de leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs ».

De parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 preciseert dat die bepaling tot doel heeft de opdrachten van de territoriale polen te omschrijven. Het algemene opzet bestaat erin « om het concept van de inclusieve school te bevorderen door scholen voor gewoon onderwijs concreet en actief te begeleiden bij de zorg voor leerlingen met specifieke behoeften in het kader van hetzij een protocol van redelijke aanpassingen, hetzij een volledige permanente integratie ». Er wordt overigens in twee categorieën van opdrachten voorzien, namelijk « opdrachten in verband met de begeleiding van de samenwerkende scholen en opdrachten in verband met de begeleiding van leerlingen ingeschreven in de samenwerkende scholen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 20).

B.3.4. Artikel 6.2.5-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt :

« De territoriale polen die leerlingen opvangen met specifieke sensomotorische behoeften die een grondige opvolging vereisen zoals bedoeld in artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), ontvangen extra punten. Het aantal extra toegekende punten wordt per leerling bepaald in functie van de besluiten van de evaluatie waarvan sprake in lid 2 en kan jaarlijks verschillen naargelang het aantal vastgestelde leerlingen en het beschikbare budget. Dit aantal mag niet hoger zijn dan 352 extra punten per leerling. Voor leerlingen die met toepassing van artikel 6.2.5-5 ook punten behalen, bedraagt het totaal aantal behaalde punten maximaal 352 punten per leerling.

De regering stelt de procedure en de frequentie van de evaluatie van de omvang van de specifieke sensomotorische behoeften van de leerlingen vast, om te bepalen of zij in aanmerking komen voor redelijke aanpassingen die een significante opvolging vereisen om het recht op de subsidiëring bedoeld in het eerste lid te openen. Op basis van de diagnose bedoeld in artikel 1.7.8-1, § 1, tweede lid, wordt deze evaluatie uitgevoerd door de coördinator van de territoriale pool met de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale pool en/of met de leden van het onderwijsteam van de school voor gespecialiseerd onderwijs. Hiertoe stelt de regering een schaal vast om de behoeften van de leerlingen en het aantal punten dat wordt toegekend aan de territoriale pool volgens de conclusies van de evaluatie bedoeld in het eerste lid, te evalueren ».

Luidens de parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 verduidelijkt die bepaling « dat de territoriale polen, in voorkomend geval, aanvullende middelen kunnen genieten voor de zorg voor leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften die een bijzonder grondige begeleiding nodig hebben, met inbegrip van verpleegkundige taken of brailletranscriptie. Die aanvullende financiering wordt toegekend op basis van een grondige evaluatie van hun behoeften » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, pp. 25-26).

B.3.5. Artikel 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt :

« Voor elke leerling in volledige permanente integratie in het gewoon basis- of secundair onderwijs met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden 88 extra punten toegekend per leerling aan de territoriale pool die deze leerling begeleidt.

In afwijking van het eerste lid, voor elke leerling, gespecialiseerd van type 4, 6 of 7 en geïntegreerd in de 3e graad van het secundair onderwijs met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden 352 extra punten toegekend aan de territoriale pool die deze leerling begeleidt ».

Luidens de parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021 verduidelijkt die bepaling « dat de territoriale polen, in voorkomend geval, aanvullende middelen kunnen genieten voor de begeleiding van leerlingen in volledige permanente integratie. Die aanvullende middelen worden vanaf 2 september 2020 aan de betrokken leerlingen toegekend, dat wil zeggen na de hervorming van het integratiemechanisme ». Voorts wordt in de toelichting eraan herinnert dat het mechanisme van volledige permanente integratie beperkt is tot de leerlingen die daadwerkelijk naar school gaan in het gespecialiseerd onderwijs:

« De leerlingen die zijn ingeschreven in het gewoon onderwijs en voor wie het mogelijk is om permanent en volledig tegemoet te komen aan hun specifieke behoeften in het gewoon onderwijs, moeten niet het mechanisme van volledige permanente integratie genieten, maar moeten specifieke ondersteuning krijgen voor de uitvoering van redelijke aanpassingen, via de territoriale polen. In die context werd begin juli 2020 het mechanisme van volledige tijdelijke integratie, dat leerlingen konden genieten zonder eerst naar school te zijn gegaan in het gespecialiseerd onderwijs, stopgezet. Voor de leerlingen die volledige tijdelijke integratie genoten werd op 1 september 2020 automatisch overgeschakeld naar volledige permanente integratie » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 26).

B.3.6. De voormelde bepalingen omvatten verscheidene bijzondere maatregelen die onder meer van toepassing zijn op bepaalde leerlingen met een sensomotorische handicap.

Artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs voorziet in een mogelijkheid tot afwijking van artikel 6.2.2-4 van dat Wetboek, voor het sluiten van specifieke partnerschapsovereenkomsten ten gunste van de inrichtende machten van de territoriale polen die leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs van type 4 (lichamelijke beperkingen), 5 (ziekte of herstel), 6 (visuele beperkingen) en 7 (auditieve beperkingen) opvangen.

Bij artikel 6.2.3-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt aan de territoriale polen de opdracht toevertrouwd om de leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften die in voorkomend geval een grondige begeleiding nodig hebben in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen, individueel te begeleiden.

Artikel 6.2.5-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs voorziet in de mogelijkheid, voor de territoriale polen die leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften die een grondige begeleiding nodig hebben opvangen, een aanvullende financiering te verkrijgen op basis van een grondige evaluatie van die behoeften.

Ten slotte voorziet artikel 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ook in een aanvullende financiering voor de territoriale polen die leerlingen in volledige permanente integratie begeleiden, en die aanvullende financiering wordt op zich verhoogd voor de leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 6 of 7.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.4. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.5.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 7720 is de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique et Communautés française et germanophone » (hierna : het SeGEC). In de zaak nr. 7747 is de verzoekende partij de vzw « Inclusion ».

B.5.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar statutair doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.6.1. De bestreden bepaling in de zaak nr. 7720 verhoogt de werkingsdotatie van de territoriale polen die onder een hoofdschool van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs ressorteren.

In zijn hoedanigheid van representatie- en coördinatieorgaan van het door de Franse Gemeenschap erkende katholiek onderwijs, heeft het SeGEC met name als statutair doel de inrichtende machten en de onderwijsinstellingen die zij in een federatie verenigt, te helpen « bij de uitvoering van hun opdracht van functionele openbare dienst op het vlak van opvoeding en onderwijs » (artikel 3, § 1, eerste lid van zijn statuten). Het is ook « de woordvoerder van de aangesloten leden waarbij zij instaat voor hun verdediging en bevordering ervan met elk passend geacht middel » (artikel 3, § 1, tweede lid van dezelfde statuten).

B.6.2. De verzoekende partij in de zaak nr. 7720 kan rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden bepaling, die aanvullende financiële middelen toekent aan de territoriale polen die onder de verantwoordelijkheid vallen van een onderwijsinstelling die behoort tot een andere categorie dan die van de instellingen die zij in een federatie verenigt. Het is immers niet noodzakelijk dat een eventuele vernietiging van de bestreden bepaling haar een onmiddellijk voordeel verschaft. De omstandigheid dat het SeGEC een kans zou krijgen dat de situatie van de territoriale polen die onder de verantwoordelijkheid vallen van één van de instellingen die het in een federatie verenigt, zou verbeteren teneinde hen te helpen hun opdracht van functionele openbare dienst op het vlak van onderwijs te vervullen, volstaat om zijn belang bij de vernietiging van die bepaling te verantwoorden.

B.7.1. De bestreden bepalingen in de zaak nr. 7747 voorzien in verscheidene bijzondere maatregelen voor de territoriale polen wanneer zij leerlingen met een sensomotorische handicap begeleiden, zonder dat die maatregelen worden uitgebreid tot de begeleiding van leerlingen met een andere handicap, zoals een verstandelijke handicap.

Volgens haar statuten heeft de vzw « Inclusion » tot doel « de ontwikkeling, de inclusie en de levenskwaliteit van personen met een verstandelijke handicap en hun gezinnen te bevorderen » (artikel 4, eerste lid), wat meer bepaald « de verdediging van hun belangen en behoeften bij de overheid en bij andere instanties, de bevordering van hun rechten op inclusie in de maatschappij en de bestrijding van alle vormen van discriminatie ten aanzien van hen » omvat. Er wordt gepreciseerd dat « de vereniging daarnaast in rechte kan treden in de geschillen die aanleiding geven tot eender welke vorm van uitsluiting of discriminatie van personen met een verstandelijke beperking en hun omgeving » (artikel 5, eerste lid).

B.7.2. De verzoekende partij in de zaak nr. 7747 kan rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden bepalingen die voorzien in bijzondere maatregelen voor de territoriale polen die personen met een andere handicap dan de personen van wie zij de belangen verdedigt, begeleiden. Zoals in B.6.2 is vermeld, is het immers niet noodzakelijk dat een eventuele vernietiging van de bestreden bepalingen haar een onmiddellijk voordeel verschaft. De omstandigheid dat de vzw « Inclusion » een kans zou krijgen dat de situatie van de leerlingen met een verstandelijke handicap zou verbeteren, volstaat om haar belang bij de vernietiging van die bepalingen te verantwoorden.

B.8. De tussenkomende partij in de zaak nr. 7720 is de autonome openbare instelling WBE. In de zaak nr. 7747 is de tussenkomende partij het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme (hierna : UNIA).

B.9. Om na te gaan of een natuurlijke persoon of rechtspersoon doet blijken van een belang om tussen te komen in een beroep tot vernietiging, dient rekening te worden gehouden met artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat bepaalt :

« Wanneer het [...] Hof uitspraak doet op beroepen tot vernietiging als bedoeld in artikel 1, kan ieder die van een belang doet blijken, zijn opmerkingen in een memorie aan het Hof richten binnen dertig dagen na de bekendmaking voorgeschreven in artikel 74. Hij wordt daardoor geacht partij in het geding te zijn ».

Van een belang in de zin van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 doet blijken de persoon die aantoonbaar dat zijn situatie rechtstreeks kan worden geraakt door het arrest dat het Hof in verband met het beroep tot vernietiging dient te wijzen.

B.10. WBE is de inrichtende macht van de instellingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, waarvan de territoriale polen afhangen die de verhoging van de werkingsdotatie genieten waarin de in de zaak nr. 7720 bestreden bepaling voorziet. Het onderhavige arrest kan de situatie van die instelling bijgevolg rechtstreeks en ongunstig raken, zodat zij doet blijken van een belang om tussen te komen.

B.11.1. UNIA werd opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen voor de oprichting van het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van racisme en discriminatie onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling, zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waarbij rechtspersoonlijkheid aan UNIA werd toegekend.

Krachtens artikel 3 van dat samenwerkingsakkoord heeft UNIA als opdracht « het bevorderen van de gelijkheid van kansen en omgaan met de diversiteit in onze samenleving en het bestrijden van elke vorm van discriminatie, onderscheid, uitsluiting, beperking, uitbuiting of voorkeur op grond van : een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationaliteit, nationale of etnische afstamming, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, sociale positie, geboorte, vermogen, leeftijd, het geloof, levensbeschouwing, gezondheidstoestand, politieke overtuiging of syndicale overtuiging,

handicap, fysieke of genetische eigenschap ». Volgens datzelfde artikel heeft UNIA eveneens als opdracht « de taken [te] vervullen voorzien in artikel 33, § 2, van het Verdrag van de Verenigde Naties van 13 december 2006 inzake de rechten van personen met een handicap », dat bepaalt dat « de Staten die Partij zijn, in overeenstemming met hun rechts- en administratieve systeem, op hun grondgebied een kader onderhouden en versterken, met onder meer een of meer onafhankelijke instanties, al naargelang, om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen of daarvoor een instantie aanwijzen of oprichten », en waarvan artikel 24 het recht van personen met een handicap op onderwijs erkent. Overeenkomstig artikel 6, § 3, tweede lid, van dat samenwerkingsakkoord is UNIA bevoegd om, binnen de perken van zijn opdrachten bepaald bij het voormelde artikel 3, in rechte op te treden in alle rechtsgeschillen zoals bij de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 « betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie ». Dat decreet is van toepassing inzake onderwijs en beoogt onder meer het onderscheid op grond van het criterium van een handicap (artikel 3, 1^o en 12^o, en artikel 4).

B.11.2. Zoals in B.7.1. is vermeld, voorzien de bestreden bepalingen in de zaak nr. 7747 in verscheidene bijzondere maatregelen voor de territoriale polen wanneer zij leerlingen met een sensomotorische handicap begeleiden, zonder dat die maatregelen worden uitgebreid tot de begeleiding van leerlingen met een andere handicap. Die bepalingen kunnen bijgevolg de opdracht van UNIA en het collectief belang dat het verdedigt, raken. UNIA doet dus blijken van het vereiste belang.

B.12.1. In de zaak nr. 7747 voert de Franse Gemeenschapsregering aan dat het beroep niet ontvankelijk is in zoverre het betrekking heeft op artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, aangezien de verzoekende partij geen grieven aanvoert tegen die bepaling.

B.12.2. De exceptie van niet-ontvankelijkheid heeft betrekking op de draagwijdte van de door de verzoekende partij opgeworpen middelen, zodat het onderzoek van de ontvankelijkheid samenvalt met dat van de grond van de zaak.

Ten gronde

Wat betreft de zaak nr. 7720

B.13. Het enige middel in de zaak nr. 7720 is afgeleid uit de schending van artikel 24, § 4, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de eerste paragraaf van die bepaling, in zoverre artikel 6.2.5.-6, § 3, tweede en derde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs in een verschillende financiering voorziet naar gelang van de inrichtende macht waarvan de hoofdschool van de territoriale pool afhangt. Volgens de verzoekende partij vormen de objectieve verschillen tussen de netten geen redelijke verantwoording voor dat verschil in behandeling.

B.14. In haar memorie van antwoord voegt de verzoekende partij eraan toe dat de bepaling ten aanzien van de leerlingen met een handicap kan leiden tot beperkingen van hun recht op inclusie in het onderwijs, aangezien de kwaliteit van de begeleiding die zij genieten in het gewoon onderwijs kan verschillen naar gelang van het net waaraan de hoofdschool van de territoriale pool verbonden is, hetgeen niet bestaanbaar zou zijn met artikel 22^{ter} van de Grondwet, met artikel 15 van het herziene Europees Sociaal Handvest en met artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

B.15.1. De Franse Gemeenschapsregering en de tussenkomende partij werpen de niet-ontvankelijkheid van die grief op in zoverre hij een nieuw middel vormt.

B.15.2. Het staat niet aan de verzoekende partij in haar memorie van antwoord het middel van het beroep, zoals door haarzelf omschreven in het verzoekschrift, te wijzigen. Een grief die in een memorie van antwoord wordt aangebracht maar die verschilt van diegene dat in het verzoekschrift is geformuleerd, is een nieuw middel en is onontvankelijk. Het Hof dient dus niet te onderzoeken of de bestreden bepaling bestaanbaar is met artikel 22^{ter} van de Grondwet, met artikel 15 van het herziene Europees Sociaal Handvest en met artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

B.16. In haar memorie van antwoord voert de tussenkomende partij aan dat het Hof niet bevoegd is om zich uit te spreken over het enige middel, dat betrekking zou hebben op een keuze van de Grondwetgever, daar het aangevoerde verschil in behandeling zijn oorsprong niet zou vinden in de bestreden bepaling, maar in artikel 24 van de Grondwet.

B.17. Artikel 24 van de Grondwet bepaalt :

« § 1. Het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden; de bestraffing van de misdrijven wordt alleen door de wet of het decreet geregeld.

De gemeenschap waarborgt de keuzevrijheid van de ouders.

De gemeenschap richt neutraal onderwijs in. De neutraliteit houdt onder meer in, de eerbied voor de filosofische, ideologische of godsdienstige opvattingen van de ouders en de leerlingen.

De scholen ingericht door openbare besturen bieden, tot het einde van de leerplicht, de keuze aan tussen onderricht in een der erkende godsdiensten en de niet-confessionele zedenleer.

§ 2. Zo een gemeenschap als inrichtende macht bevoegdheden wil opdragen aan een of meer autonome organen, kan dit slechts bij decreet, aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. Ieder heeft recht op onderwijs, met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden. De toegang tot het onderwijs is kosteloos tot het einde van de leerplicht.

Alle leerlingen die leerplichtig zijn, hebben ten laste van de gemeenschap recht op een morele of religieuze opvoeding.

§ 4. Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoordt.

§ 5. De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet ».

B.18.1. Het Hof is niet bevoegd om zich uit te spreken over een verschil in behandeling of een beperking van een grondrecht dat voortvloeit uit een keuze van de Grondwetgever zelf.

B.18.2. Artikel 24, § 4, van de Grondwet herbevestigt voor onderwijszaken de beginselen inzake gelijkheid en niet-discriminatie. Volgens die bepaling zijn onder meer alle onderwijsinstellingen gelijk voor de wet of het decreet.

De onderwijsinstellingen moeten derhalve alle op een gelijke manier worden behandeld, tenzij onderlinge objectieve verschillen een verschil in behandeling redelijk kunnen verantwoorden. Omgekeerd, moeten zij verschillend worden behandeld wanneer zij zich ten aanzien van de bestreden maatregel in een wezenlijk verschillende situatie bevinden, tenzij voor de gelijke behandeling een objectieve en redelijke verantwoording bestaat.

B.18.3. Die vaststelling heeft niet tot gevolg dat de bestreden bepaling ontsnapt aan de toetsing van het Hof. Integendeel, het staat aan het Hof na te gaan of de decreetgever, door artikel 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs aan te nemen, een verschil in behandeling heeft doen ontstaan dat redelijk verantwoord is in het licht van de objectieve verschillen waarvan sprake is in artikel 24, § 4, van de Grondwet.

B.19.1. De bestreden bepaling in de zaak nr. 7720 voorziet in een verhoging met 33 % van de werkingsdotatie van de territoriale polen geplaatst onder de verantwoordelijkheid van een hoofdschool wanneer die laatste behoort tot het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Zij creëert dus een verschil in behandeling, wat betreft de aan de territoriale polen toegekende financiering van de werkingskosten, naargelang de school voor gespecialiseerd onderwijs die de hoofdschool van de pool is wordt georganiseerd dan wel gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

B.19.2. Met toepassing van artikel 6.2.5-1, § 3, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, is de door de Franse Gemeenschap betaalde dotatie of werkingssubsidie bedoeld om « de kosten te dekken die verband houden met de werking en de uitrusting van de territoriale polen en met de terugbetaling van de kilometerkosten die worden gemaakt door de personeelsleden van de territoriale polen die wedden of weddesubsidies ontvangen ». Krachtens artikel 6.2.5-6, § 3, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, kunnen de territoriale polen hun werkingsmiddelen gebruiken om administratief personeel aan te werven.

B.19.3. De middelen die ter beschikking worden gesteld van de territoriale polen om hun werking te verzekeren, moeten die polen in staat stellen om de opdrachten te vervullen die hun worden toegewezen bij artikel 6.2.3-1 van hetzelfde Wetboek, zowel wat betreft de begeleiding van de samenwerkende scholen als wat betreft de individuele begeleiding van de leerlingen met specifieke behoeften die onderwijs volgen in die scholen. Het komt aan elke territoriale pool toe de middelen waarover hij beschikt toe te kennen « naar gelang van de specifieke behoeften van de leerlingen voor wie hij de zorg op zich neemt » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 8), zodat « in het systeem van de polen, de middelen dus [niet] verbonden zijn aan een leerling maar worden toegekend aan een structuur die ze zo goed mogelijk moet besteden naar gelang van de specifieke behoeften van de leerlingen van de scholen voor gewoon onderwijs waarmee die structuren samenwerken » (*ibid.*).

B.20.1. Hoewel de gelijke behandeling van onderwijsinstellingen het basisbeginsel is, sluit artikel 24, § 4, van de Grondwet een verschil in behandeling van die instellingen niet uit, op voorwaarde dat dat gegrond is op objectieve verschillen, « waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht ». In de parlementaire voorbereiding van de grondwetsherziening van 15 juli 1988 wordt in dat verband de mogelijkheid vermeld om rekening te houden met de eigen verplichtingen die op de scholen van de gemeenschap rusten, met de eigendomsregeling van de schoolgebouwen, of nog met de mogelijkheid voor sommige inrichtende machten of instellingen om de door de gemeenschap toegekende financiering aan te vullen met openbare of private middelen (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/1^o, pp. 5-7). Om ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie een verschil in behandeling tussen de onderwijsinstellingen van de onderwijsnetten te verantwoorden, is het evenwel niet voldoende te wijzen op het bestaan van objectieve verschillen tussen die instellingen. Bovendien moet worden aangetoond dat, ten aanzien van de geregelde aangelegenheid, het aangevoerde onderscheid relevant is om een verschil in behandeling redelijkerwijze te verantwoorden.

B.20.2. Volgens de memorie van toelichting bij de bestreden bepaling berust het verschil in behandeling betreffende de financiering van de werkingskosten op het feit dat « Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) een bijzondere inrichtende macht met eigen kenmerken is » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 27). In dat verband wordt vermeld dat WBE onderwijs verstrekt aan leerlingen die in andere scholen problemen hebben gehad en dat, krachtens het bestreden decreet, WBE niet kan weigeren een partnerschaps- of samenwerkingsovereenkomst te sluiten met de inrichtende machten die zulk een overeenkomst niet hebben kunnen sluiten met een inrichtende macht behorend tot het gesubsidieerd onderwijs (*ibid.*).

B.20.3. Uit de in B.2.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat, teneinde het bedrag te bepalen van de dotatieverhoging die de territoriale polen ontvangen waarvan de hoofdschool een door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstelling is, de decreetgever zich heeft afgestemd op het verschil in financiering waarin de wet van 29 mei 1959 « tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving » (hierna : de wet van 29 mei 1959) voorziet, die bepaalt dat de instellingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs, binnen de perken van de begrotingskredieten, werkingsstoelagen per regelmatig ingeschreven leerling genieten waarvan het bedrag gelijk is aan 75 % van de forfaitaire dotaties die aan de instellingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs worden toegekend (artikel 32, § 2, eerste lid).

B.20.4. Het kan de decreetgever niet worden verweten dat hij, bij de oprichting van nieuwe onderwijsstructuren, de berekeningswijze voor dotaties en subsidies overneemt die eigen is aan elk onderwijsnet, zoals zij is bepaald bij de wet van 29 mei 1959.

B.21. Een territoriale pool is evenwel een structuur die weliswaar onder de verantwoordelijkheid en onder het gezag van de organen van de hoofdschool valt, maar die over eigen human resources en budgettaire middelen beschikt.

De memorie van toelichting bij het bestreden decreet preciseert in dat verband :

« Door het feit dat een territoriale pool verbonden is aan een inrichtende macht van een school voor gespecialiseerd onderwijs, kan zij niet als onderwijsinstelling worden gekwalificeerd. Een territoriale pool is een structuur die verbonden is aan maar losstaat van een hoofdschool. Ook al zijn sommige elementen gemeenschappelijk aan de territoriale pool en de hoofdschool (inrichtende macht, directeur, statutaire mechanismen, bijlage met betrekking tot de territoriale pool in de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool), dient te worden onderstreept dat de inrichtende macht verantwoordelijk is voor onderscheiden elementen :

- enerzijds, voor de zogenoemde 'hoofdschool';
- anderzijds, voor een territoriale pool.

In die hoedanigheid zal zij van de regulerende overheid aparte dotaties/subsidies ontvangen voor de school die zij organiseert en voor de territoriale pool die zij organiseert. Het multidisciplinair team van de territoriale pool is dus onderscheiden van het onderwijsteam van de hoofdschool, en de door de Franse Gemeenschap toegekende werkingsmiddelen voor de pool kunnen niet worden samengevoegd of vermengd met de werkingsmiddelen die worden toegekend voor de hoofdschool. Met de steun van de coördinator wat de territoriale pool betreft, oefent de directeur gezag uit over beide structuren. Er dient ook op te worden gewezen dat de opdrachten die door dit ontwerpdecreet worden toevertrouwd aan de territoriale polen verschillen van de klassieke onderwijsopdrachten die traditioneel worden uitgeoefend in een school. De territoriale polen zullen enerzijds opdrachten uitoefenen in verband met de begeleiding van de samenwerkende scholen zelf en, anderzijds, opdrachten in verband met de begeleiding van de leerlingen die zijn ingeschreven in de betrokken samenwerkende scholen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 15).

B.22.1. Daaruit volgt dat de territoriale polen moeten worden onderscheiden van de onderwijsinstellingen wat zowel de organisatie, de werking, de opdrachten als de financiering ervan betreft. Zij betrekken noch bezitten eigen gebouwen, doordat de coördinatie van de pool wordt gehuisvest door de hoofdschool en hun personeelsleden hun opdrachten uitoefenen in de samenwerkende scholen en in de lokalen van die scholen. Zij bieden de samenwerkende scholen en de leerlingen die er naar school gaan hun begeleiding aan, waarbij die scholen als enigen verantwoordelijk blijven voor de inschrijving van de leerlingen. Aangezien de financiering van de territoriale pool niet mag worden samengevoegd of vermengd met die van de hoofdschool, wordt de inrichtende macht van die laatste niet verondersteld de door de Gemeenschap toegekende financiering te kunnen aanvullen met openbare of private middelen.

De financiering van de territoriale polen staat bijgevolg los van de in B.20.1 vermelde objectieve verschillen.

B.22.2. Overigens, ook al is het juist dat de hoofdscholen behorend tot het net van WBE geen partnerschap of samenwerking kunnen weigeren met een school die zich wenst aan te sluiten bij de pool die onder hun verantwoordelijkheid is geplaatst, kan uit de artikelen 6.2.2-4, § 2 en § 4, laatste lid, en 6.2.2-6, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden afgeleid dat de hoofdscholen behorend tot de andere netten niet zonder geldige reden een partnerschap of een samenwerking mogen weigeren, dat tegen een weigering een klacht kan worden ingediend bij de Regering en dat die laatste, indien zij de weigering onredelijk acht, een sanctie kan opleggen aan de betrokken hoofdschool.

B.23.1. Artikel 6.2.2-1, vierde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs bepaalt :

« De territoriale pool en haar hoofdschool, partnerscholen en samenwerkende scholen kunnen worden georganiseerd door afzonderlijke inrichtende machten, die onder afzonderlijke onderwijsnetwerken en -niveaus vallen ».

Die mogelijkheid van gemengde territoriale polen wordt bevestigd door artikel 67, § 2, van het decreet van 17 juni 2021, dat preciseerd dat zowel de partnerscholen als de samenwerkende scholen tot verschillende onderwijsnetten kunnen behoren.

De memorie van toelichting preciseerd in dat verband :

« Dat artikel legt ook een principe vast : elke school voor gewoon onderwijs moet verplicht samenwerken met een territoriale pool. Die samenwerking wordt geformaliseerd door het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst of door het vastleggen van een gebied [...]».

Een territoriale pool kan uiteraard niveau-overschrijdend worden opgericht, dat wil zeggen dat hij scholen voor gespecialiseerd en/of gewoon onderwijs van de niveaus van basis- en/of secundair onderwijs kan samenbrengen. [...] Een pool kan ook netoverschrijdend worden opgericht en scholen voor gespecialiseerd en/of gewoon onderwijs van verschillende federaties van inrichtende machten samenbrengen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/1, p. 15).

B.23.2. Hieruit volgt dat samenwerkende scholen behorend tot het gesubsidieerd onderwijs begeleiding kunnen krijgen van hetzij een territoriale pool waarvan de hoofdschool wordt georganiseerd door WBE, hetzij een territoriale pool waarvan de hoofdschool wordt georganiseerd door een gesubsidieerde inrichtende macht, en dat, op dezelfde manier, scholen georganiseerd door WBE begeleiding kunnen krijgen van hetzij een territoriale pool waarvan de hoofdschool wordt georganiseerd door WBE, hetzij een territoriale pool waarvan de hoofdschool wordt georganiseerd door een gesubsidieerde inrichtende macht. Krachtens de bestreden bepaling zullen scholen behorend tot hetzelfde net dus begeleiding krijgen die in meer of mindere mate wordt gefinancierd naargelang de hoofdschool van de territoriale pool waarmee hun school samenwerkt, georganiseerd is door WBE of door een gesubsidieerde inrichtende macht.

B.23.3. Om de redenen vermeld in B.22.1 en in B.22.2, kunnen de in B.20 vermelde specifieke kenmerken van de inrichtende macht van de hoofdscholen behorend tot het net van de Franse Gemeenschap geen verschil in behandeling verantwoorden, wat de financiering van hun werkingskosten betreft, tussen de territoriale polen naar gelang van het net waaraan hun hoofdschool verbonden is. Dat geldt des te meer omdat, zoals in B.23.2 is vermeld, de territoriale polen structuren zijn die netoverschrijdend kunnen werken en zij bijgevolg niet allemaal exclusief aan één net kunnen worden verbonden.

B.24. Het verschil in behandeling dat door de bestreden bepaling wordt gecreëerd, berust niet op een criterium dat objectief en pertinent is. Het enige middel in de zaak nr. 7720 is gegrond. Artikel 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, ingevoegd bij artikel 1 van het decreet van 17 juni 2021, dient te worden vernietigd.

Wat betreft de zaak nr. 7747

Eerste middel

B.25.1. Het eerste middel in de zaak nr. 7747 heeft betrekking op de bestaanbaarheid van de bestreden bepalingen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 15, punt 1, van het herziene Europees Sociaal Handvest, met artikel 23 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

B.25.2. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

Artikel 15 van het herziene Europees Sociaal Handvest luidt :

« Recht van mindervaliden op zelfstandigheid, sociale integratie en deelname aan de samenleving

Teneinde de mindervaliden, ongeacht hun leeftijd, de aard en de oorzaak van hun handicap, de onbelemmerde uitoefening van hun recht op zelfstandigheid, sociale integratie en deelname aan de samenleving te waarborgen, verbinden de Partijen zich ertoe :

1. de nodige maatregelen te nemen om aan de mindervaliden een voorlichting, onderwijs en een beroepsopleiding te verschaffen in het kader van het gemeen recht telkens zulks mogelijk is of als dat niet kan via gespecialiseerde openbare of privéinstellingen;

[...] ».

Artikel 23 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn, erkennen dat een geestelijk of lichamelijk gehandicapt kind een volwaardig en behoorlijk leven dient te hebben, in omstandigheden die de waardigheid van het kind verzekeren, zijn zelfstandigheid bevorderen en zijn actieve deelneming aan het gemeenschapsleven vergemakkelijken.

2. De Staten die partij zijn, erkennen het recht van het gehandicapte kind op bijzondere zorg, en stimuleren en waarborgen dat aan het daarvoor in aanmerking komende kind en degenen die verantwoordelijk zijn voor zijn of haar verzorging, afhankelijk van de beschikbare middelen, de bijstand wordt verleend die is aangevraagd en die passend is gezien de gesteldheid van het kind en de omstandigheden van de ouders of anderen die voor het kind zorgen.

3. Onder erkenning van de bijzondere behoeften van het gehandicapte kind, dient de in overeenstemming met het tweede lid geboden bijstand, wanneer mogelijk, gratis te worden verleend, rekening houdend met de financiële middelen van de ouders of anderen die voor het kind zorgen. Deze bijstand dient erop gericht te zijn te waarborgen dat het gehandicapte kind daadwerkelijk toegang heeft tot onderwijs, opleiding, voorzieningen voor gezondheidszorg en revalidatie, voorbereiding voor een beroep, en recreatiemogelijkheden, op een wijze die ertoe bijdraagt dat het kind een zo volledig mogelijke integratie in de maatschappij en persoonlijke ontwikkeling bereikt, met inbegrip van zijn of haar culturele en intellectuele ontwikkeling.

4. De Staten die partij zijn, bevorderen, in de geest van internationale samenwerking, de uitwisseling van passende informatie op het gebied van preventieve gezondheidszorg en van medische en psychologische behandeling van, en behandeling van functionele stoornissen bij, gehandicapte kinderen, met inbegrip van de verspreiding van en de toegang tot informatie betreffende revalidatiemethoden, onderwijs en beroepsopleidingen, met als doel de Staten die partij zijn, in staat te stellen hun vermogens en vaardigheden te verbeteren en hun ervaring op deze gebieden te verruimen. Wat dit betreft wordt in het bijzonder rekening gehouden met de behoeften van ontwikkelingslanden ».

Artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap bepaalt :

« 1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap op onderwijs. Teneinde dit recht zonder discriminatie en op basis van gelijke kansen te verwezenlijken, waarborgen Staten die Partij zijn een inclusief onderwijssysteem op alle niveaus en voorzieningen voor een leven lang leren en wel met de volgende doelen :

a) de volledige ontwikkeling van het menselijk potentieel en het gevoel van waardigheid en eigenwaarde en de versterking van de eerbiediging van mensenrechten, fundamentele vrijheden en de menselijke diversiteit;

b) de optimale ontwikkeling door personen met een handicap van hun persoonlijkheid, talenten en creativiteit, alsmede hun mentale en fysieke mogelijkheden, naar staat van vermogen;

c) het in staat stellen van personen met een handicap om daadwerkelijk te participeren in een vrije maatschappij.

2. Bij de uitoefening van dit recht waarborgen de Staten die Partij zijn dat :

a) personen met een handicap niet op grond van hun handicap worden uitgesloten van het algemene onderwijssysteem, en dat kinderen met een handicap niet op grond van hun handicap worden uitgesloten van gratis en verplicht basisonderwijs of van het voortgezet onderwijs;

b) personen met een handicap toegang hebben tot inclusief, hoogwaardig en gratis basisonderwijs en tot voortgezet onderwijs en wel op basis van gelijkheid met anderen in de gemeenschap waarin zij leven;

c) redelijke aanpassingen worden verschaft naar gelang de behoefte van de persoon in kwestie;

d) personen met een handicap, binnen het algemene onderwijssysteem, de ondersteuning ontvangen die zij nodig hebben om effectieve deelname aan het onderwijs te vergemakkelijken;

e) doeltreffende, aan het individu aangepaste, ondersteunende maatregelen worden genomen in omgevingen waarin de cognitieve en sociale ontwikkeling wordt geoptimaliseerd, overeenkomstig het doel van onderwijs waarbij niemand wordt uitgesloten.

3. De Staten die Partij zijn stellen personen met een handicap in staat praktische en sociale vaardigheden op te doen, teneinde hun volledige deelname aan het onderwijs en in het gemeenschapsleven op voet van gelijkheid te vergemakkelijken. Daartoe nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen, waaronder :

a) het vergemakkelijken van het leren van braille, alternatieve schrijfwijzen, het gebruik van ondersteunende en alternatieve communicatiemethoden, -middelen en -vormen, alsmede het opdoen van vaardigheden op het gebied van oriëntatie en mobiliteit en het vergemakkelijken van ondersteuning en begeleiding door lotgenoten;

b) het leren van gebarentaal vergemakkelijken en de taalkundige identiteit van de gemeenschap van doven bevorderen;

c) waarborgen dat het onderwijs voor personen, en in het bijzonder voor kinderen, die blind, doof of doofblind zijn, plaatsvindt in de talen en met de communicatiemethoden en -middelen die het meest geschikt zijn voor de desbetreffende persoon en in een omgeving waarin hun cognitieve en sociale ontwikkeling worden geoptimaliseerd.

4. Teneinde de uitoefening van dit recht te vergemakkelijken, nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen om leerkrachten aan te stellen, met inbegrip van leerkrachten met een handicap, die zijn opgeleid voor gebarentaal en/of braille, en leidinggevenden en medewerkers op te leiden die op alle niveaus van het onderwijs werkzaam zijn. Bij deze opleiding moeten de studenten worden getraind in het omgaan met personen met een handicap en het gebruik van de desbetreffende ondersteunende communicatie en andere methoden, middelen en vormen van en voor communicatie, onderwijstechnieken en materialen om personen met een handicap te ondersteunen.

5. De Staten die Partij zijn waarborgen dat personen met een handicap, zonder discriminatie en op voet van gelijkheid met anderen, toegang verkrijgen tot het tertiair onderwijs, beroepsopleidingen, volwassenenonderwijs en een leven lang leren. Daartoe waarborgen de Staten die Partij zijn dat redelijke aanpassingen worden verschaft aan personen met een handicap ».

B.26.1. In een eerste onderdeel van het middel voert de verzoekende partij aan dat de bestreden bepalingen zonder redelijke verantwoording een verschil in behandeling creëren tussen personen met een handicap, in het nadeel van de kinderen met een verstandelijke handicap, wat betreft de aanvullende financiering van individuele begeleidingsmiddelen voor specifieke behoeften, die is geregeld in artikel 6.2.5-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs. In een tweede onderdeel voert de verzoekende partij aan dat de bestreden bepalingen een soortgelijk verschil in behandeling creëren wat betreft de aanvullende financiering van de individuele begeleidingsmiddelen voor specifieke behoeften, die is geregeld in artikel 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en die betrekking heeft op de leerlingen in volledige permanente integratie.

B.26.2. Gelet op de onderlinge samenhang ervan onderzoekt het Hof die twee onderdelen samen.

B.27.1. De Franse Gemeenschapsregering voert aan dat de verzoekende partij in de zaak nr. 7747 geen enkele grief formuleert tegen artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

B.27.2. Artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs staat de territoriale polen die minstens één leerling met bepaalde specifieke sensomotorische behoeften opvangen, toe om specifieke partnerschapsovereenkomsten te sluiten met de inrichtende macht van bepaalde scholen voor gespecialiseerd onderwijs. In haar memorie van antwoord bevestigt de verzoekende partij dat die bepaling onlosmakelijk verbonden is met de andere bestreden bepalingen.

B.27.3. Uit hetgeen in B.24.1 is vermeld blijkt dat het eerste middel in wezen geen betrekking heeft op artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, maar dat het zich beperkt tot de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, alsook tot artikel 6.2.3-1 van dat Wetboek in zoverre die bepaling erin voorziet dat de territoriale polen « de leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften [...] voor wie een belangrijke opvolging vereist is in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen indien dit nodig blijkt ten opzichte van de omvang van de behoeften bedoeld in artikel 6.2.5-4, tweede lid[, individueel [moeten] begeleiden] » (artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2^o, b)).

Uit artikel 6.2.2-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs blijkt overigens niet dat die bepaling onlosmakelijk verbonden is met de andere bestreden bepalingen.

B.27.4. De exceptie van niet-ontvankelijkheid is gegrond wat het eerste middel betreft.

B.28.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie zijn toepasselijk ten aanzien van alle rechten en alle vrijheden, met inbegrip van die welke voortvloeien uit internationale verdragen die België binden.

B.28.2. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.29. In tegenstelling tot hetgeen de Franse Gemeenschapsregering aanvoert, creëren de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs daadwerkelijk een verschil in behandeling wat betreft de aanvullende financiering van de territoriale polen ten gunste van bepaalde leerlingen met een sensomotorische handicap, zoals in B.3.6. is vermeld. Uit het verzoekschrift tot vernietiging blijkt dat precies dat verschil in behandeling door de verzoekende partij wordt aangeklaagd.

B.30. In haar eerste middel oefent de verzoekende partij kritiek uit op de voorwaarde dat een leerling eerst daadwerkelijk het gespecialiseerd onderwijs moet hebben bezocht gedurende minstens één jaar, om toegang te verkrijgen tot het gewoon onderwijs in volledige permanente integratie. Die vereiste is evenwel niet gegrond op een onderscheid naar het soort van handicap, en is bijgevolg niet eigen aan de leerlingen met een verstandelijke handicap. De grief staat derhalve los van het bekritiseerde verschil in behandeling en moet dus niet worden onderzocht in het kader van het eerste middel.

B.31.1. Uit de in B.1.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever voor alle leerlingen met specifieke behoeften een aangepaste ondersteuning wenste mogelijk te maken. De aanvullende financiering bedoeld in de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs alsook de individuele begeleiding bedoeld in artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), van dat Wetboek, worden opgevat als middelen om een dergelijke ondersteuning te bieden.

B.31.2. Zoals in B.7.1 is vermeld, creëren de artikelen 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), 6.2.5-4 en 6.2.5-5 een verschil in behandeling tussen leerlingen op grond van hun handicap. Er wordt immers in een ruimere individuele begeleiding en in een aanzienlijkere aanvullende financiering voorzien voor de in die bepalingen beoogde leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften.

B.32.1. Artikel 15, punt 1, van het herziene Europees Sociaal Handvest bepaalt dat, met het oog op het waarborgen van de effectieve uitoefening van het recht van personen met een handicap op zelfstandigheid, sociale integratie en deelname aan de samenleving, de Partijen zich ertoe verbinden de nodige maatregelen te nemen om aan die personen onderwijs te verstrekken in het reguliere kader telkens zulks mogelijk is of als dat niet kan via gespecialiseerde openbare of privéinstellingen.

B.32.2. Bij zijn « beslissing over de gegrondheid » van 9 september 2020 oordeelde het Europees Comité voor Sociale Rechten dat het recht op inclusief onderwijs van kinderen met een verstandelijke beperking, vastgelegd bij artikel 15, punt 1, van het herziene Europees Sociaal Handvest, in de Franse Gemeenschap niet daadwerkelijk werd gewaarborgd door het decretale kader van vóór het decreet van 17 juni 2021 (Europees Comité voor Sociale Rechten, beslissing over de gegrondheid van 9 september 2020, collectieve klacht nr. 141/2017, *Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) en Inclusion Europe t. België*, § 86). Ingevolge die beslissing deed het Comité van Ministers aan België de aanbeveling om « het reeds aangevatte werk voort te zetten en alle nodige wetgevende en institutionele maatregelen te nemen om een coherent actieplan te waarborgen dat de vereiste voorwaarden creëert voor een daadwerkelijke inclusie in de praktijk », en om « alle nodige wetgevende en institutionele maatregelen te nemen om het gebrek aan gepaste begeleiding en aan permanente evaluatie van de genomen maatregelen weg te werken teneinde het recht op inclusief onderwijs te waarborgen en de kinderen te beschermen tegen discriminatie » (Comité van Ministers, aanbeveling CM/RecChS(2021)19 van 22 september 2021).

B.32.3. Hoewel de beslissingen van het Europees Comité voor Sociale Rechten en de aanbevelingen van het Comité van Ministers België niet binden, dient evenwel rekening te worden gehouden, in het kader van de voorliggende zaak, met de voormelde beslissing en met de daaruit voortvloeiende aanbeveling aangezien het Europees Comité voor Sociale Rechten een onafhankelijk orgaan is dat speciaal werd opgericht om de toepassing van het herziene Europees Sociaal Handvest te superviseren, en omdat het de situatie van de leerlingen met een verstandelijke handicap in de Franse Gemeenschap, wat precies het onderwerp van de zaak nr. 7747 is, heeft onderzocht.

B.33.1. De parlementaire voorbereiding van de artikelen 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs geeft geen verantwoording voor het gebruik van het criterium van de sensomotorische handicap als grondslag voor het voormelde verschil in behandeling, dat werd ingevoerd in het nadeel van met name de leerlingen met een verstandelijke handicap. Uit de in B.32.2 aangehaalde beslissing en aanbeveling blijkt echter dat die laatste categorie van leerlingen objectief is en dat zij nuttig kan worden vergeleken met de categorieën van andere leerlingen met een handicap. Bovendien blijkt daaruit dat de vroegere decretale regeling niet bestaanbaar was met het recht op inclusief onderwijs van de leerlingen met een handicap, dat is verankerd in artikel 15, punt 1, van het herziene Europees Sociaal Handvest. Artikel 23 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap verwijzen ook naar dat recht.

De Franse Gemeenschapsregering laat overigens na het gebruik van het criterium van een sensomotorische handicap in de bestreden bepalingen te verantwoorden. Wat de bewijslast betreft, dient echter ervan te worden uitgegaan dat, wanneer een verzoeker het bestaan van een verschil in behandeling heeft aangetoond, het in beginsel de tegenpartij toekomt te bewijzen dat dit verschil in behandeling verantwoord is.

B.33.2. Voor het overige preciseert de parlementaire voorbereiding van het decreet van 17 juni 2021, in het algemeen, wat de leerlingen met een verstandelijke handicap betreft :

« Voor de leerlingen met een verstandelijke beperking is voorzien in verschillende soorten begeleiding, te weten een kwaliteitsvol gespecialiseerd onderwijs en het mechanisme van volledige permanente integratie dat behouden blijft voor de leerlingen die het voordeel van dat mechanisme reeds genieten. De afgelopen jaren werden steeds meer klassen met een inclusieve insteek opgericht, waarbij samenwerkingsverbanden en partnerschapsovereenkomsten tussen gewone en gespecialiseerde scholen worden aangemoedigd door de invoering van momenten van *time-sharing* voor de leerlingen die in beide onderwijstypes les krijgen. Die aanpak maakt het mogelijk waarden als verdraagzaamheid, respect voor verschillen, solidariteit, enz. te ontwikkelen en op die manier de weg vrij te maken naar een meer egalitaire en inclusievere maatschappij. Op dit ogenblik zijn er 17 zulke klassen, gespreid over het grondgebied van de Fédération Wallonie-Bruxelles », zowel in het basis- als in het secundair onderwijs. De minister wil de uitrol van dit soort initiatief aanmoedigen. Zo zullen er volgend jaar vijf nieuwe klassen met een inclusieve insteek worden opgericht.

De minister kondigt de organisatie aan van een rondetafel over de opvang van leerlingen met een verstandelijke beperking, met als doelstellingen de modaliteiten van een specifieke begeleiding van die leerlingen, zowel in het gewoon onderwijs als in het gespecialiseerd onderwijs, te bekijken. Die rondetafel zal de kans bieden om de problematiek van het plaatstekort in de scholen van type 2 aan te snijden en samen oplossingen te bedenken, ook al moet over dit punt worden overlegd met de federaties van de inrichtende machten en met WBE. De deelnemers aan die rondetafel zijn de verschillende ministers die, op alle bevoegdheidsniveaus, bevoegd zijn voor de sector van personen met een handicap, vertegenwoordigers van de ouderverenigingen, vertegenwoordigers van de verenigingen

die die leerlingen op het terrein begeleiden, vertegenwoordigers van de actoren op het terrein zoals de personeelsleden van het gespecialiseerd en gewoon onderwijs, de directies, de vertegenwoordigers van de institutionele actoren, de DGDE [Délégué général aux droits de l'enfant] en Unia. De cel ' gespecialiseerd en inclusief onderwijs ' van haar kabinet staat in contact met de DGDE en met Unia om die rondetafel over de inclusie van leerlingen met een verstandelijke handicap inhoudelijk af te bakenen.

Het doel van de minister is dat iedere leerling zijn plaats vindt in het onderwijssysteem van de FWB. Het voorliggende decreet biedt geen antwoord op die specifieke vraag van de leerlingen met een verstandelijke beperking, maar de invoering van de territoriale polen strekt ertoe het paradigma en de blik op functiebeperkingen tijdens de schooljaren te wijzigen. De opvang van de leerlingen met een matige tot ernstige mentale beperking werd niet geïntegreerd in het mechanisme van de polen, op verzoek van de federaties van de inrichtende machten, WBE en de vakorganisaties, om tijd te nemen voor een reflectie die specifiek gericht is op de opvang voor die leerlingen, die eveneens recht hebben op een kwaliteitsvol en inclusief onderwijs » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2020-2021, nr. 245/3, p. 20).

B.33.3. Weliswaar mag de decreetgever een ingrijpende hervorming in opeenvolgende stadia tot stand brengen (zie arrest van het Hof nr. 104/2015 van 16 juli 2015, ECLI:BE:GHCC:2015:ARR.104, B.9.1) en dus geleidelijk toe werken naar de inclusie van leerlingen met een handicap, maar hij mag daarbij geen onverantwoord onderscheid maken tussen de categorie van leerlingen met een sensomotorische handicap en de categorie van leerlingen met een verstandelijke handicap.

B.34. Het eerste middel in de zaak nr. 7747 is gegrond. De artikelen 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, ingevoegd bij artikel 1 van het decreet van 17 juni 2021, dienen te worden vernietigd.

Tweede middel

B.35.1. Het tweede middel in de zaak nr. 7747 heeft betrekking op de bestaanbaarheid van de bestreden bepalingen met artikel 22ter van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 15, punt 1, van het herziene Europees Sociaal Handvest, met artikel 23 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met artikel 24 van het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap.

B.35.2. De verzoekende partij voert aan dat de bestreden bepalingen die in het middel geciteerde bepalingen schenden in zoverre de leerlingen met een verstandelijke handicap voortaan worden verplicht om daadwerkelijk in het gespecialiseerd onderwijs naar school te gaan, teneinde daarna begeleiding in het gewoon onderwijs te kunnen genieten, terwijl het vroegere systeem van de volledige tijdelijke integratie de mogelijkheid bood om begeleiding te verkrijgen zonder eerst het gespecialiseerd onderwijs te moeten bezoeken.

B.36.1. Het systeem van de volledige tijdelijke integratie, bepaald bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 « houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs », werd afgeschaft bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2021 « tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs om de totale tijdelijke integratie af te schaffen », zodat de grief die door de verzoekende partij uit die afschaffing wordt afgeleid, niet kan worden toegeschreven aan de bestreden bepalingen.

B.36.2. Het tweede middel is niet gegrond.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen

B.37. De Franse Gemeenschapsregering vraagt dat, in geval van vernietiging, de gevolgen van de bestreden bepalingen in de zaak nr. 7747 zouden worden gehandhaafd.

B.38.1. Een vernietiging met terugwerkende kracht van artikel 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, dreigt aanzienlijke financiële moeilijkheden te veroorzaken voor de territoriale polen die de verhoogde financiering hebben genoten waarin die bepalingen voorzien.

B.38.2. Het risico bestaat dat een vernietiging zonder meer van de artikelen 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), 6.2.5-4 en 6.2.5-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs die in die bepalingen beoogde leerlingen met een sensomotorische handicap het door hen genoten mechanisme zou ontnemen.

B.39. Met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 dienen, zoals aangegeven in het dictum, de gevolgen van de vernietigde bepalingen derhalve te worden gehandhaafd teneinde de decreetgever voldoende tijd te geven om nieuwe bepalingen aan te nemen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2021 « houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie », in zoverre het de artikelen 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), 6.2.5-4, 6.2.5-5 en 6.2.5-6, § 3, tweede en derde lid, invoegt in boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

- handhaaft de gevolgen van die bepalingen tot het einde van het schooljaar 2025-2026;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 juni 2023.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2023/42868]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 85/2023 vom 1. Juni 2023

Geschäftsverzeichnisnummern 7720 und 7747

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des ersten Kapitels des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juni 2021 « zur Schaffung territorialer Pools zur Unterstützung der Schulen des Regelschulwesens bei der Durchführung angemessener Vorkehrungen und völliger ständiger Integration », insofern es die Artikel 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4, 6.2.5-5 und 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 in Buch 6 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen einfügt, erhoben von der VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » und von der VoG « Inclusion ».

Der Verfassungsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt und K. Jadin, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschat, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 3. Januar 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Januar 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens », unterstützt und vertreten durch RA M. Kaiser und RA M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des ersten Kapitels des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juni 2021 « zur Schaffung territorialer Pools zur Unterstützung der Schulen des Regelschulwesens bei der Durchführung angemessener Vorkehrungen und völliger ständiger Integration », insofern er einen Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 in Buch 6 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen einfügt (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. August 2021, dritte Ausgabe).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 4. Februar 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Februar 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Inclusion », unterstützt und vertreten durch RÄin V. van der Plancke, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des ersten Kapitels desselben Dekrets, insofern es die Artikel 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 und 6.2.5-5 in Buch 6 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen einfügt.

Diese unter den Nummern 7720 und 7747 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1.1. Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juni 2021 « zur Schaffung territorialer Pools zur Unterstützung der Schulen des Regelschulwesens bei der Durchführung angemessener Vorkehrungen und völliger ständiger Integration » (nachstehend: Dekret vom 17. Juni 2021) hat das Ziel, durch die Schaffung « territorialer Pools » die Inklusion von Schülern mit Beeinträchtigung in das Regelschulwesen, das der Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft unterliegt, schrittweise zu erhöhen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 6).

In den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 wird diesbezüglich auf die politische Erklärung der Regierung verwiesen, die vorsieht, « die Anzahl der Schüler, die das Sonderschulwesen besuchen, zu senken, indem die Inklusion im Regelschulwesen immer dann, wenn dies möglich ist, gefördert wird und indem die notwendigen Mittel für ihre Inklusion bereitgestellt werden » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/3, S. 3). Der Dekretgeber strebte einen vollständigen Paradigmenwechsel an, um es zu ermöglichen, dass « alle Schüler mit Beeinträchtigung, die in der Föderation Wallonie-Brüssel die Schule besuchen, begleitet werden, wenn sich dies als notwendig herausstellt » (ebenda, S. 3).

B.1.2. Der territoriale Pool ist eine Struktur zur Unterstützung der Schulen des Regelschulwesens bei der Durchführung angemessener Vorkehrungen und völliger ständiger Integration zugunsten von Schülern mit Beeinträchtigung. Der Pool untersteht der Verantwortung des Organisationsträgers einer « Zentralschule » des Sonderschulwesens. Diese Schule kann mit einer oder mehreren « Partnerschulen » zusammenarbeiten, die auch zum Sonderschulwesen gehören und Außenstellen des territorialen Pools sind. Der territoriale Pool nimmt seine Aufgaben in « Kooperationsschulen » des Regelschulwesens, die durch das Dekret verpflichtet werden, mit einem territorialen Pool zusammenzuarbeiten, wahr. Die Zentralschule, die Partnerschule und die Kooperationsschule können von verschiedenen Organisationsträgern, die unterschiedlichen Unterrichtsnetzen angehören, organisiert sein (Artikel 6.2.2-1 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen).

B.2.1. Die Klage in der Rechtssache Nr. 7720 bezieht sich Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juni 2021.

B.2.2. Der vorerwähnte Artikel 6.2.5-6 bestimmt:

« § 1er. Le pouvoir organisateur de l'école siège reçoit pour le pôle territorial qu'il organise un financement spécifique sous la forme d'une enveloppe de points.

Le calcul de l'enveloppe de points de chaque pôle territorial est réalisé de la manière suivante :

1° chaque pôle territorial se voit attribuer un nombre de points de base parmi le nombre global de points conformément à l'article 6.2.5-3;

2° certains pôles territoriaux se voient attribuer des points complémentaires conformément aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5.

§ 2. Le pouvoir organisateur de l'école siège peut répartir son enveloppe de points de la manière suivante :

1° minimum 80 pourcents des points doivent être affectés à des traitements ou des subventions-traitements;

2° maximum 20 pourcents des points doivent être affectés à des dotations ou des subventions de fonctionnement.

Le pouvoir organisateur de l'école siège communique chaque année la répartition du nombre de points aux services du gouvernement.

§ 3. Les services du gouvernement versent au pouvoir organisateur de l'école siège les dotations ou subventions de fonctionnement en multipliant le nombre de points affectés par le pôle à des dotations/subventions de fonctionnement par la valeur d'un point calculée conformément à l'article 6.2.5-3, § 1er.

Pour les pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège organisée par la Communauté française, les montants affectés aux dotations de fonctionnement sont majorés en appliquant la formule suivante :

$$D_{fct} = N_{fct} + [N_{fct} \times 33 / 100]$$

Dans cette formule :

' D_{fct} ' désigne la dotation de fonctionnement octroyée à l'école siège organisée par la Communauté française;

' N_{fct} ' désigne le montant calculé conformément à l'alinéa 1er.

Chaque pôle territorial peut utiliser ses moyens de fonctionnement pour engager du personnel administratif. Pour ce faire, un pouvoir organisateur peut décider d'adhérer, pour le pôle territorial qu'il organise, à un centre de gestion visé aux articles 114 et suivants du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement. La convention d'adhésion visée à l'article 115 du décret du 2 février 2007 précité précise la part des moyens de fonctionnement du pôle territorial qui sont octroyés au centre de gestion ».

In den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 wurde präzisiert, dass der dritte Paragraph eine Differenzierung bei der Finanzierung der territorialen Pools, die zu einer von der Französischen Gemeinschaft organisierten Zentralschule gehören, vornimmt, dass aber « Wallonie Bruxelles Enseignement » (nachstehend: WBE) « ein besonderer Organisationsträger ist, der Eigenheiten aufweist » und dass « sich daraus ergibt, dass die Situation von WBE nicht mit der Situation anderer Organisationsträger verglichen werden kann ». WBE verfügt insbesondere über eigene Mittel und übernimmt « verschiedene spezifische Aufgaben für die Akteure des Unterrichtswesens (Schüler/Organisationsträger), für die bei den Organisationsträgern des subventionierten Unterrichtswesens keine Lösung gefunden werden konnte. Eine der Besonderheiten von WBE besteht insbesondere darin, dass Schüler, die in anderen Schulen Schwierigkeiten hatten, Schulen von WBE besuchen » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 27).

Im Laufe der Vorarbeiten hat der zuständige Minister bestätigt, dass die Regierung entschieden habe, den Grundsatz einer differenzierten Finanzierung auch auf die territorialen Pools anzuwenden, die zu einer von WBE organisierten Zentralschule gehören:

« Cette différenciation s'explique parce que, pour l'enseignement organisé, la Communauté française doit assumer 100 % des dépenses liées à l'organisation de l'enseignement. Le système de financement prévu par le [...] projet de décret pour les pôles territoriaux se calcule donc sur le financement appliqué aux écoles et respecte le même rapport de financement que celui de la loi du 29 mai 1959 dite du ' Pacte scolaire ' en matière de dotations et subventions de fonctionnement où le forfait ' élèves ' des écoles subventionnées est fixé à 75 % de celui des écoles organisées » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/3, S. 5).

B.2.3. Artikel 6.2.5-6 § 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen legt die Berechnung der Funktionsdotationen und -subventionen fest, die der Organisationsträger der Zentralschule erhält. Diese werden errechnet, « indem die Anzahl der Punkte, die von dem Pool den Funktionsdotationen/-subventionen zugewiesen werden, mit dem Wert eines Punktes, der gemäß Artikel 6.2.5-3 § 1 berechnet wird, multipliziert wird » (Absatz 1). In Bezug auf die territorialen Pools, die zu einer Zentralschule des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens gehören, wird die Funktionsdotation um 33 % erhöht (Absätze 2 und 3).

B.3.1. Die Klage in der Rechtssache Nr. 7747 bezieht sich auf die Artikel 6.2.2-5, 6.2.3-1, 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juni 2021.

B.3.2. Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen bestimmt:

« Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure des partenariats spécifiques avec le pouvoir organisateur des écoles d'enseignement spécialisé qui organisent les types 4, 6 ou 7 en fonction du besoin spécifique du ou des élève(s).

Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) relevant de l'enseignement spécialisé de type 5, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure un partenariat spécifique avec le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé qui organise le type 5.

Le pôle territorial et l'école d'enseignement spécialisé concernés peuvent être situés dans des zones différentes. Ce partenariat spécifique peut être conclu au cours de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3 et reste valable jusqu'à l'échéance de cette période.

La conclusion d'un partenariat spécifique par une école d'enseignement spécialisé ne l'empêche pas d'être par ailleurs l'école siège ou l'école partenaire d'un autre pôle territorial.

Le gouvernement fixe le modèle de la convention de partenariat spécifique et les modalités de transmission des conventions conclues aux services du gouvernement ».

In den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 wurde präzisiert, dass diese Bestimmung eine Ausnahme von den vorerwähnten Grundsätzen « ausschließlich für die Betreuung von Schülern, die eine sensomotorische Beeinträchtigung aufweisen » vorsieht (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 17).

B.3.3. Artikel 6.2.3-1 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen bestimmt:

« Chaque pôle territorial soutient les écoles coopérantes qui lui sont conventionnées, pour la mise en œuvre de l'intégration permanente totale et des aménagements raisonnables pour lesquels le pôle territorial est impliqué. Le pôle territorial et les Centres PMS compétents pour ses écoles coopérantes agissent de manière complémentaire.

À cette fin, le pôle territorial exerce :

1° les missions suivantes relatives à l'accompagnement de leurs écoles coopérantes :

a) informer les équipes éducatives, élèves et parents d'élèves sur les aménagements raisonnables et l'intégration permanente totale;

b) assurer le lien entre les différents partenaires qui jouent un rôle de soutien aux élèves, notamment afin de faciliter l'échange d'expériences;

c) accompagner et soutenir les membres de l'équipe éducative des écoles coopérantes dans l'organisation des aménagements raisonnables, notamment par le conseil ou la mise à disposition d'outils;

d) accompagner les écoles coopérantes dans l'élaboration de protocoles d'aménagements raisonnables lorsqu'une prise en charge individuelle de l'élève concerné par le pôle territorial s'avère nécessaire.

2° les missions suivantes relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans leurs écoles coopérantes :

a) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de leurs besoins et de leurs protocoles d'aménagements raisonnables;

b) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de l'échelle des besoins visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2;

c) collaborer à l'évaluation des protocoles d'aménagements raisonnables et, le cas échéant, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé en cas d'insuffisance des aménagements raisonnables pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève;

d) accompagner les élèves à besoins spécifiques dans le cadre du dispositif d'intégration permanente totale pour les élèves issus de l'enseignement spécialisé ».

In den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 wurde präzisiert, dass diese Bestimmung die Aufgaben der territorialen Pools beschreiben soll. Die allgemeine Absicht besteht darin, « eine inklusive Schule zu fördern, indem die Regelschulen bei der Betreuung von Schülern mit Beeinträchtigung im Rahmen entweder eines Protokolls über angemessene Vorkehrungen oder einer völligen ständigen Integration konkret und aktiv begleitet werden ». Zwei Kategorien von Aufgaben sind außerdem vorgesehen, nämlich « Aufgaben im Zusammenhang mit der Begleitung der Kooperationsschulen und Aufgaben im Zusammenhang mit der Begleitung von in den Kooperationsschulen angemeldeten Schülern » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 20).

B.3.4. Artikel 6.2.5-4 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen bestimmt:

« Les pôles territoriaux qui prennent en charge des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important visés à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2^o, b), reçoivent entre 44 et 352 points complémentaires par élève en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'alinéa 2. Pour les élèves qui génèrent également des points en application de l'article 6.2.5-5, le nombre global de points généré est de maximum 352 points par élève.

Le gouvernement fixe la procédure et la fréquence d'évaluation de l'ampleur des besoins spécifiques sensori-moteurs des élèves, pour déterminer s'ils doivent bénéficier d'aménagements raisonnables nécessitant un suivi important ouvrant le droit au subventionnement visé à l'alinéa 1er. Sur la base du diagnostic visé à l'article 1.7.8-1, § 1er, alinéa 2, cette évaluation est réalisée par le coordonnateur du pôle territorial avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial et/ou avec les membres de l'équipe éducative de l'école d'enseignement spécialisé. Pour ce faire, le gouvernement fixe une échelle permettant d'évaluer les besoins des élèves et le nombre de points affectés au pôle territorial en fonction des conclusions de l'évaluation visée au présent alinéa ».

Laut den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 präzisiert dieser Artikel, dass « die territorialen Pools gegebenenfalls zusätzliche Mittel für die Betreuung von Schülern, die sensomotorische Beeinträchtigungen aufweisen, die eine besonders umfangreiche Betreuung erfordern, einschließlich Aufgaben wie 'nursing' oder Übertragung in Brailleschrift, erhalten können. Diese zusätzliche Finanzierung wird auf der Grundlage einer eingehenden Bewertung ihrer Bedürfnisse gewährt » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, SS. 25-26).

B.3.5. Artikel 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen bestimmt:

« Pour chaque élève en intégration permanente totale dans l'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 88 points complémentaires par élève au pôle territorial qui accompagne cet élève.

Par dérogation à l'alinéa 1er, pour chaque élève, spécialisé de type 4, 6 ou 7 et intégré dans le 3e degré de l'enseignement secondaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 352 points complémentaires au pôle territorial qui accompagne cet élève ».

Nach den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 präzisiert dieser Artikel, dass « die territorialen Pools gegebenenfalls zusätzliche Mittel für die Begleitung von Schülern in völliger ständiger Integration erhalten können. Diese zusätzlichen Mittel beziehen sich auf die von diesem Mechanismus ab dem 2. September 2020 betroffenen Schüler, das heißt nach der Reform der Regelung der Integration ». Zudem wird in dem Kommentar daran erinnert, dass der Mechanismus der völligen ständigen Integration auf Schüler beschränkt ist, die in ihrer Schullaufbahn das Sonderschulwesen tatsächlich besucht haben:

« La prise en charge des élèves inscrits dans l'enseignement ordinaire et pour lesquels il est possible de répondre de manière permanente et totale à leurs besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ne [doit] pas être concerné[e] par le mécanisme de l'intégration permanente totale mais [doit] cependant disposer d'un soutien spécifique pour la mise en place des aménagements raisonnables par l'intermédiaire des pôles territoriaux. Dans ce contexte, il a été mis fin début juillet 2020 au mécanisme de l'intégration temporaire totale qui permettait à des élèves de bénéficier de l'intégration sans avoir fréquenté physiquement l'enseignement spécialisé. Les élèves concernés par l'intégration temporaire totale ont tous basculé automatiquement en intégration permanente totale en date du 1er septembre 2020 » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 26).

B.3.6. Die vorerwähnten Bestimmungen enthalten mehrere besondere Maßnahmen, die unter anderem auf bestimmte Schüler mit einer sensomotorischen Behinderung Anwendung finden.

Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen sieht eine Möglichkeit der Abweichung von Artikel 6.2.2-4 dieses Gesetzbuches in Bezug auf den Abschluss von spezifischen Partnerschaftsabkommen zugunsten der Organisationsträger der territorialen Pools vor, die Schüler des Sonderschulwesens vom Typ 4 (körperliche Beeinträchtigungen), 5 (Erkrankung oder Rekonvaleszenz), 6 (Sehbeeinträchtigungen) und 7 (Hörbeeinträchtigungen) betreuen.

Artikel 6.2.3-1 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen überträgt den territorialen Pools die Aufgabe, die Schüler, die eine sensomotorische Beeinträchtigung aufweisen, die gegebenenfalls eine umfangreiche Betreuung erfordert, im Rahmen der Durchführung angemessener Vorkehrungen individuell zu begleiten.

Artikel 6.2.5-4 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen sieht für die territorialen Pools, die Schüler betreuen, die eine sensomotorische Beeinträchtigung aufweisen, die eine umfangreiche Betreuung erfordert, die Möglichkeit vor, eine zusätzliche Finanzierung auf der Grundlage einer eingehenden Bewertung dieser Bedürfnisse zu erhalten.

Schließlich sieht Artikel 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen ebenfalls eine zusätzliche Finanzierung für die territorialen Pools vor, die Schüler in völliger ständiger Integration begleiten, und diese zusätzliche Finanzierung wird noch einmal für die Schüler des Sonderschulwesens vom Typ 4, 6 oder 7 erhöht.

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.4. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.5.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 7720 ist die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » (nachstehend: SKU). In der Rechtssache Nr. 7747 ist die klagende Partei die VoG « Inclusion ».

B.5.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr satzungsmäßiger Zweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Zweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Zweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.6.1. Mit der in der Rechtssache Nr. 7720 angefochtenen Bestimmung wird die Funktionsdotation der territorialen Pools, die zu einer Zentralschule des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens gehören, erhöht.

In seiner Eigenschaft als Vertretungs- und Koordinierungsorgan des von der Französischen Gemeinschaft anerkannten katholischen Unterrichtswesens verfolgt das SKU gemäß seiner Satzung insbesondere den Zweck, den in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträgern und Lehranstalten dabei zu helfen, « ihre Aufgabe des funktionellen öffentlichen Dienstes auf dem Gebiet der Erziehung und des Unterrichts zu erfüllen » (Artikel 3 § 1 Absatz 1 seiner Satzung). Es ist auch « der Sprecher der Mitglieder, deren Verteidigung und Förderung sie mit jedem als geeignet angesehenen Mittel übernimmt » (Artikel 3 § 1 Absatz 2 derselben Satzung).

B.6.2. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 7720 kann unmittelbar und in ungünstigem Sinne von der angefochtenen Bestimmung betroffen werden, die zusätzliche Finanzmittel für die territorialen Pools vorsieht, die der Verantwortung einer Unterrichtsanstalt unterstehen, die einer anderen Kategorie als die in ihr zusammengeschlossenen Anstalten angehört. Es ist nämlich nicht notwendig, dass eine etwaige Nichtigerklärung der angefochtenen

Bestimmung einen sofortigen Vorteil für sie zur Folge hat. Der Umstand, dass das SKU die Möglichkeit erhalten würde, dass sich die Situation der territorialen Pools verbessern würde, die der Verantwortung einer der in ihm zusammengeschlossenen Anstalten unterstehen, um ihnen zu helfen, ihre Aufgabe des funktionellen öffentlichen Dienstes des Unterrichts auszuführen, ist ausreichend, um ihr Interesse an einer Anfechtung dieser Bestimmung nachzuweisen.

B.7.1. Die in der Rechtssache Nr. 7747 angefochtenen Bestimmungen sehen mehrere besondere Maßnahmen zugunsten der territorialen Pools vor, wenn sie Schüler mit sensomotorischen Behinderungen begleiten, ohne dass diese Maßnahmen auf die Begleitung von Schülern mit einer anderen Behinderung wie zum Beispiel einer geistigen Behinderung ausgedehnt werden.

Nach ihrer Satzung hat die VoG « Inclusion » den Zweck, « die Entwicklung, die Inklusion und die Lebensqualität von Menschen mit geistiger Behinderung und ihrer Familien zu fördern » (Artikel 4 Absatz 1), was insbesondere « die Verteidigung ihrer Interessen und Bedürfnisse gegenüber den Behörden und anderen Stellen, die Förderung ihrer Rechte auf Inklusion in der Gesellschaft und die Bekämpfung jeder Form von Diskriminierung ihnen gegenüber » umfasst. Es wird präzisiert, dass « die Vereinigung in jedem Rechtsstreit vor Gericht treten kann, der zu einer Form von Ausschluss oder Diskriminierung von Menschen mit einer geistigen Behinderung und ihres Umfelds Anlass gibt » (Artikel 5 Absatz 1).

B.7.2. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 7747 kann von den angefochtenen Bestimmungen, die besondere Maßnahmen zugunsten der territorialen Pools vorsehen, die Personen mit einer anderen Behinderung als die Personen, deren Interessen sie verteidigt, begleiten, unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden. Wie in B.6.2 erwähnt, ist es nämlich nicht notwendig, dass eine etwaige Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen einen sofortigen Vorteil für sie zur Folge hat. Der Umstand, dass die VoG « Inclusion » die Möglichkeit erhalten würde, dass sich die Situation der Schüler mit geistiger Behinderung verbessert, ist ausreichend, um ihr Interesse an einer Anfechtung dieser Bestimmungen nachzuweisen.

B.8. Die intervenierende Partei in der Rechtssache Nr. 7720 ist die autonome öffentliche Einrichtung WBE. In der Rechtssache Nr. 7747 ist die intervenierende Partei das Interföderale Zentrum für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen (nachstehend: UNIA).

B.9. Um zu prüfen, ob eine natürliche oder juristische Person ein Interesse hat, bei einer Nichtigkeitsklage zu intervenieren, ist Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zu beachten, der bestimmt:

« Wenn der Verfassungsgerichtshof über die in Artikel 1 erwähnten Nichtigkeitsklagen befundet, kann jede Person, die ein Interesse nachweist, binnen dreißig Tagen ab der in Artikel 74 vorgeschriebenen Veröffentlichung in einem Schriftsatz ihre Bemerkungen an den Verfassungsgerichtshof richten. Sie wird dadurch als Partei des Rechtsstreits angesehen ».

Im Sinne von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 weist die Person ein Interesse nach, die nachweist, dass ihre Situation durch den Entscheid, den der Gerichtshof in Bezug auf die Nichtigkeitsklage erlassen wird, unmittelbar beeinflusst werden kann.

B.10. WBE ist der Organisationsträger der Anstalten des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens, denen die territorialen Pools unterstehen, denen die Erhöhung der Funktionsdotation, die von der in der Rechtssache Nr. 7720 angefochtenen Bestimmung vorgesehen ist, zugutekommt. Der vorliegende Entscheid kann daher die Situation dieser Einrichtung unmittelbar und ungünstig beeinflussen, sodass sie ein Interesse an der Intervention hat.

B.11.1. Das UNIA wurde gegründet durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 zwischen der Föderalbehörde, den Regionen und den Gemeinschaften zur Schaffung eines Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, wobei dem UNIA Rechtspersönlichkeit zuerkannt wurde.

Nach Artikel 3 des Zusammenarbeitsabkommens hat das UNIA als Auftrag « unter Berücksichtigung der Vielfalt in unserer Gesellschaft die Chancengleichheit zu fördern und jede Form von Diskriminierung, Unterscheidung, Ausgrenzung, Einschränkung, Ausbeutung oder Bevorzugung zu bekämpfen, die gestützt ist auf: eine angebliche Rasse, die Hautfarbe, die Abstammung, die Staatsangehörigkeit, die nationale oder ethnische Herkunft, die sexuelle Ausrichtung, den Personenstand, die soziale Herkunft, die Geburt, das Vermögen, das Alter, die religiöse oder weltanschauliche Überzeugung, den Gesundheitszustand, die politische Überzeugung oder die gewerkschaftliche Überzeugung, eine Behinderung, ein körperliches oder genetisches Merkmal ». Laut demselben Artikel hat das UNIA ebenfalls als Auftrag, « die Aufgaben zu erfüllen, die in Artikel 33 Absatz 2 des Übereinkommens der Vereinten Nationen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vom 13. Dezember 2006 vorgesehen sind », der bestimmt, dass « die Vertragsstaaten [...] nach Maßgabe ihres Rechts- und Verwaltungssystems auf einzelstaatlicher Ebene für die Förderung, den Schutz und die Überwachung der Durchführung dieses Übereinkommens eine Struktur [unterhalten, stärken, bestimmen oder schaffen], die, je nachdem, was angebracht ist, einen oder mehrere unabhängige Mechanismen einschließt », und dessen Artikel 24 das Recht von Menschen mit Behinderungen auf Bildung anerkennt. Gemäß Artikel 6 § 3 Absatz 2 dieses Zusammenarbeitsabkommens ist das UNIA innerhalb der Grenzen seiner im vorerwähnten Artikel 3 vorgesehenen Aufgaben befugt, in allen Rechtsstreitigkeiten vor Gericht aufzutreten, zu denen insbesondere die Anwendung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Dezember 2008 « über die Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung » Anlass geben kann. Dieses Dekret ist in Angelegenheiten des Unterrichtswesens anwendbar und bezieht sich insbesondere auf Unterscheidungen, die sich auf das Kriterium der Behinderung stützen (Artikel 3 Nrn. 1 und 12 und Artikel 4).

B.11.2. Wie in B.7.1 erwähnt, sehen die in der Rechtssache Nr. 7747 angefochtenen Bestimmungen mehrere besondere Maßnahmen zugunsten der territorialen Pools vor, wenn sie Schüler mit sensomotorischen Behinderungen begleiten, ohne dass diese Maßnahmen auf die Begleitung von Schülern mit einer anderen Behinderung ausgedehnt werden. Diese Bestimmungen können folglich den Auftrag des UNIA und das von ihm vertretene kollektive Interesse beeinträchtigen. Bei ihm liegt daher das erforderliche Interesse vor.

B.12.1. In der Rechtssache Nr. 7747 führt die Regierung der Französischen Gemeinschaft an, dass die Klage unzulässig sei, insofern sie sich auf Artikel 6.2.2.-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen beziehe, da die klagende Partei gegen diese Bestimmung keinen Beschwerdegund vorbringe.

B.12.2. Die Einrede der Unzulässigkeit betrifft die Tragweite der von der klagenden Partei vorgebrachten Klagegründe, sodass sich die Prüfung der Zulässigkeit mit der Prüfung der Sache selbst deckt.

Zur Hauptsache

In Bezug auf die Rechtssache Nr. 7720

B.13. Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7720 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Paragraph 1 dieser Bestimmung, insofern Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen unterschiedliche Finanzierungen je nach Organisationsträger der Zentralschule des territorialen Pools vorsieht. Nach Auffassung der klagenden Partei rechtfertigen die objektiven Unterschiede, die zwischen den Netzen bestehen, diesen Behandlungsunterschied nicht vernünftig.

B.14. In ihrem Erwidernsschriftsatz fügt die klagende Partei hinzu, dass die angefochtene Bestimmung zu Einschränkungen des Rechts von Schülern mit Behinderung auf Inklusion im Unterrichtswesen führen könnte, da die Qualität der Begleitung, die diese im Regelschulwesen erhielten, je nach dem Netz, dem die Zentralschule des territorialen Pools angehört, variieren könne, was unvereinbar mit Artikel 22ter der Verfassung, mit Artikel 15 der revidierten Europäischen Sozialcharta und mit Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen sei.

B.15.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die intervenierende Partei machen die Unzulässigkeit dieses Beschwerdegrunds geltend, insofern er einen neuen Klagegrund darstelle.

B.15.2. Es obliegt der klagenden Partei nicht, in ihrem Erwidernsschriftsatz den Klagegrund zu ändern, den sie selbst in der Klageschrift verfasst hat. Ein Beschwerdegrund, der in einem Erwidernsschriftsatz vorgebracht wird, jedoch nicht mit dem übereinstimmt, der in der Klageschrift formuliert wurde, stellt somit einen neuen Klagegrund dar und ist unzulässig. Der Gerichtshof muss daher nicht prüfen, ob die angefochtene Bestimmung mit Artikel 22ter der Verfassung, mit Artikel 15 der revidierten Europäischen Sozialcharta und mit Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vereinbar ist.

B.16. In ihrem Erwidernsschriftsatz macht die intervenierende Partei geltend, dass der Gerichtshof nicht befugt sei, über den einzigen Klagegrund zu befinden, der sich auf eine Entscheidung des Verfassungsgebers beziehe, da der angeführte Behandlungsunterschied seinen Ursprung nicht in der angefochtenen Bestimmung, sondern in Artikel 24 der Verfassung habe.

B.17. Artikel 24 der Verfassung bestimmt:

« § 1. Das Unterrichtswesen ist frei; jede präventive Maßnahme ist verboten; die Ahndung der Delikte wird nur durch Gesetz oder Dekret geregelt.

Die Gemeinschaft gewährleistet die Wahlfreiheit der Eltern.

Die Gemeinschaft organisiert ein Unterrichtswesen, das neutral ist. Die Neutralität beinhaltet insbesondere die Achtung der philosophischen, ideologischen oder religiösen Auffassungen der Eltern und Schüler.

Die von den öffentlichen Behörden organisierten Schulen bieten bis zum Ende der Schulpflicht die Wahl zwischen dem Unterricht in einer der anerkannten Religionen und demjenigen in nichtkonfessioneller Sittenlehre.

§ 2. Wenn eine Gemeinschaft als Organisationsträger einem oder mehreren autonomen Organen Befugnisse übertragen will, kann dies nur durch ein mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen angenommenes Dekret erfolgen.

§ 3. Jeder hat ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und Grundrechte. Der Zugang zum Unterricht ist unentgeltlich bis zum Ende der Schulpflicht.

Alle schulpflichtigen Schüler haben zu Lasten der Gemeinschaft ein Recht auf eine moralische oder religiöse Erziehung.

§ 4. Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen.

§ 5. Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt ».

B.18.1. Der Gerichtshof ist nicht befugt, über einen Unterschied oder eine Einschränkung eines Grundrechtes zu befinden, der beziehungsweise die sich aus einer Entscheidung des Verfassungsgebers selbst ergibt.

B.18.2. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestätigt für das Unterrichtswesen erneut die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Gemäß dieser Bestimmung sind unter anderem alle Unterrichtsanstalten gleich vor dem Gesetz oder dem Dekret.

Die Unterrichtsanstalten müssen daher alle gleich behandelt werden, außer es existieren zwischen ihnen objektive Unterschiede, mit denen ein Behandlungsunterschied vernünftig gerechtfertigt werden kann. Umgekehrt müssen sie unterschiedlich behandelt werden, wenn sie sich hinsichtlich der angefochtenen Maßnahme in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, außer es existiert eine objektive und vernünftige Rechtfertigung für die Gleichbehandlung.

B.18.3. Diese Feststellung hat nicht zur Folge, dass sich die angefochtene Bestimmung der Kontrolle des Gerichtshofes entzieht. Ganz im Gegenteil ist es Aufgabe des Gerichtshofes zu prüfen, ob der Dekretgeber durch die Annahme von Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen einen Behandlungsunterschied herbeigeführt hat, der in Anbetracht der objektiven Unterschiede, von denen in Artikel 24 § 4 der Verfassung die Rede ist, vernünftig gerechtfertigt ist.

B.19.1. Die in der Rechtssache Nr. 7720 angefochtene Bestimmung sieht eine Erhöhung der Funktionsdotierung der territorialen Pools, die der Verantwortung einer Zentralschule unterstehen, um 33 % vor, wenn diese zum von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen gehört. Sie führt somit einen Behandlungsunterschied in Bezug auf die den territorialen Pools gewährte Finanzierung für die Funktionskosten ein, je nachdem, ob die Schule des Sonderschulwesens, die die Zentralschule des Pools ist, von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert wird.

B.19.2. In Anwendung von Artikel 6.2.5-1 § 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen ist die von der Französischen Gemeinschaft gezahlte Funktionsdotierung oder -subvention dazu bestimmt, « die Kosten für die Arbeit und Ausstattung der territorialen Pools und für die Erstattung der Fahrtkosten abzudecken, die den Personalmitgliedern der territorialen Pools, die Gehälter oder Gehaltssubventionen beziehen, entstanden sind ». Nach Artikel 6.2.5-6 § 3 Absatz 4 desselben Gesetzbuches können die territorialen Pools ihre Funktionsmittel verwenden, um Verwaltungspersonal anzustellen.

B.19.3. Die Mittel, die den territorialen Pools zur Verfügung gestellt werden, um ihre Arbeit sicherzustellen, müssen es ihnen ermöglichen, die Aufgaben zu erfüllen, die ihnen von Artikel 6.2.3-1 desselben Gesetzbuches zugewiesen werden, sowohl in Bezug auf die Begleitung der Kooperationsschulen als auch in Bezug auf die individuelle Begleitung von Schülern mit Beeinträchtigungen, die diese Schulen besuchen. Es obliegt jedem territorialen Pool, die Mittel, über die er verfügt, « je nach den Beeinträchtigungen der Schüler, für die er verantwortlich [ist], zuzuteilen » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 8), sodass « in dem System der Pools die Mittel also nicht an einen Schüler geknüpft sind, sondern einer Struktur gewährt werden, die sie je nach den Beeinträchtigungen der Schüler der Regelschulen, mit denen diese Strukturen kooperieren, bestmöglich einsetzen muss » (ebenda).

B.20.1. Obwohl die Gleichbehandlung der Unterrichtsanstalten als Prinzip gilt, schließt Artikel 24 § 4 der Verfassung eine unterschiedliche Behandlung dieser Anstalten nicht aus, unter der Bedingung, dass sie auf objektiven Unterschieden, « insbesondere den jedem Organisationsträger eigenen Merkmalen », gründet. In den Vorarbeiten zur Verfassungsrevision vom 15. Juli 1988 wurde diesbezüglich die Möglichkeit erwähnt, spezifische Verpflichtungen, die den Schulen der Gemeinschaft obliegen, die Eigentumsverhältnisse der Schulgebäude oder auch die Möglichkeit einiger Organisationsträger oder Anstalten zu berücksichtigen, die von der Gemeinschaft gewährte Finanzierung durch

öffentliche oder private Mittel zu ergänzen (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/1°, SS. 5-7). Um im Hinblick auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung einen Behandlungsunterschied zwischen Unterrichtsanstalten der Unterrichtsnetze zu rechtfertigen, genügt es jedoch nicht, auf die Existenz von objektiven Unterschieden zwischen diesen Anstalten hinzuweisen. Es muss darüber hinaus nachgewiesen werden, dass der vorgebrachte Unterschied in der geregelten Angelegenheit sachdienlich ist, um einen Behandlungsunterschied vernünftig zu rechtfertigen.

B.20.2. Laut der Begründung der angefochtenen Bestimmung beruht der Behandlungsunterschied bezüglich der Finanzierung für die Funktionskosten auf dem Umstand, dass « ' Wallonie Bruxelles Enseignement ' (WBE) ein besonderer Organisationsträger ist, der Eigenheiten aufweist » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 27). Diesbezüglich werden der Umstand genannt, dass Schüler, die in anderen Schulen Schwierigkeiten hatten, Schulen von WBE besuchen, und dass WBE es aufgrund des angefochtenen Dekrets nicht ablehnen darf, ein Partnerschafts- oder Kooperationsabkommen mit den Organisationsträgern abzuschließen, die ein solches Abkommen nicht mit einem Organisationsträger abschließen konnten, der zum subventionierten Unterrichtswesen gehört (ebenda).

B.20.3. Aus den in B.2.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass sich der Dekretgeber zur Festlegung des Betrags der Erhöhung der Dotation, die die territorialen Pools erhalten, deren Zentralschule eine Anstalt des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens ist, an dem Finanzierungsunterschied orientiert hat, der vom Gesetz vom 29. Mai 1959 « zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen », vorgesehen ist, das vorsieht, dass die Anstalten des subventionierten freien Unterrichtswesens im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Funktionssubventionen je ordnungsgemäß angemeldetem Schüler erhalten, deren Höhe 75 % der pauschalen Dotationen entspricht, die den Anstalten des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens gewährt werden (Artikel 32 § 2 Absatz 1).

B.20.4. Es kann dem Dekretgeber nicht vorgeworfen werden, wenn er bei der Schaffung neuer Unterrichtsstrukturen die Berechnungsweise der Dotationen und Subventionen des jeweiligen Unterrichtsnetzes, wie sie im Gesetz vom 29. Mai 1959 vorgesehen ist, übernimmt.

B.21. Ein Pool ist jedoch eine Struktur, die der Verantwortung und Aufsicht der Organe der Zentralschule untersteht, die aber über eigene personelle Ressourcen und Haushaltsmittel verfügt.

In der Begründung zum angefochtenen Dekret wurde diesbezüglich präzisiert:

« Cet attachement à un pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé n'est pas de nature à qualifier le pôle territorial d'établissement d'enseignement. Le pôle territorial est une structure attachée mais distincte de l'école siège. Si certains éléments seront communs entre le pôle territorial et l'école siège (PO, directeur, mécanismes statutaires, annexe relative au pôle territorial dans le contrat d'objectifs de l'école siège), il faut souligner que le pouvoir organisateur sera responsable d'éléments distincts :

- d'une part, de l'école dite ' siège ' ;
- d'autre part, d'un pôle territorial.

A ce titre, il recevra du pouvoir régulateur des dotations/subventions distinctes pour l'école qu'il organise et pour le pôle territorial qu'il organise. Partant, l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial sera distincte de l'équipe éducative de l'école siège et les moyens de fonctionnement octroyés par la Communauté française pour le pôle ne pourront pas être globalisés ou confondus avec les moyens de fonctionnement octroyés pour l'école siège. Avec l'appui du coordonnateur pour ce qui concerne le pôle territorial, le directeur assumera une autorité sur les deux structures. Il convient également de relever que les missions confiées aux pôles territoriaux par le présent projet de décret diffèrent des missions classiques d'enseignement exercées classiquement dans une école. Les pôles territoriaux mettront en place, d'une part, des missions relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes elles-mêmes et, d'autre part, des missions relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans les écoles coopérantes concernées » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 15).

B.22.1. Daraus ergibt sich, dass die territorialen Pools sowohl aufgrund ihrer Organisation, ihrer Funktionsweise, ihrer Aufträge als auch ihrer Finanzierung von den Unterrichtsanstalten unterschieden werden müssen. Weder benutzen noch besitzen sie eigene Gebäude, da die Koordination des Pools in der Zentralschule untergebracht ist und ihre Personalmitglieder ihre Aufgaben in den Kooperationsschulen und in deren Räumlichkeiten ausüben. Sie bieten ihre Begleitung den Kooperationsschulen und den Schülern, die diese Schulen besuchen, an, wobei Letztere allein für deren Einschreibung verantwortlich bleiben. Da die Finanzierung des territorialen Pools nicht mit der der Zentralschule zusammengerechnet oder vermischt werden darf, darf der Organisationsträger der Zentralschule die von der Gemeinschaft gewährte Finanzierung nicht durch öffentliche oder private Mittel ergänzen.

Daraus folgt, dass die Finanzierung der territorialen Pools nichts mit den in B.20.1 erwähnten objektiven Unterschieden zu tun hat.

B.22.2. Außerdem ist es zwar richtig, dass die Zentralschulen, die zum Netz von WBE gehören, eine Partnerschaft oder Kooperation mit einer Schule, die dem Pool beitreten möchte, der ihrer Verantwortung untersteht, nicht ablehnen darf, aber aus den Artikeln 6.2.2-4 § 2 und § 4 letzter Absatz und 6.2.2-6 § 2 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen ist zu schließen, dass die Zentralschulen, die anderen Netzen angehören, eine Partnerschaft oder Kooperation nicht ohne triftigen Grund ablehnen dürfen, dass gegen Ablehnungen eine Beschwerde bei der Regierung eingelegt werden kann und dass diese gegen die betreffende Zentralschule eine Sanktion verhängen kann, wenn sie diese als missbräuchlich ansieht.

B.23.1. Außerdem bestimmt Artikel 6.2.2-1 Absatz 4 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen:

« Le pôle territorial et son école siège, les écoles partenaires et les écoles coopérantes peuvent être organisés par des pouvoirs organisateurs distincts, relevant de réseaux et de niveaux d'enseignement distincts ».

Diese Möglichkeit von gemischten territorialen Pools wird durch Artikel 67 § 2 des Dekrets vom 17. Juni 2021 bestätigt, in dem präzisiert ist, dass sowohl die Partnerschulen als auch die Kooperationsschulen unterschiedlichen Unterrichtsnetzen angehören können.

In der Begründung heißt es diesbezüglich:

« Cet article fixe également un principe : chaque école d'enseignement ordinaire doit nécessairement coopérer avec un pôle territorial. Cette coopération est formalisée par la conclusion d'une convention de coopération ou par la fixation d'un ressort [...]. Un pôle territorial peut évidemment être créé en inter-niveaux, c'est-à-dire qu'il peut rassembler des écoles d'enseignement spécialisé et/ou ordinaire de niveaux d'enseignement fondamental et/ou secondaire. [...] Un pôle peut également être créé en inter-réseaux et rassembler des écoles d'enseignement spécialisé et/ou ordinaire de fédérations de pouvoirs organisateurs différentes » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/1, S. 15).

B.23.2. Daraus folgt, dass Kooperationsschulen, die zum subventionierten Unterrichtswesen gehören, in den Genuss der Begleitung kommen können, die entweder von einem territorialen Pool, dessen Zentralschule von WBE organisiert wird, oder von einem territorialen Pool geleistet wird, dessen Zentralschule von einem subventionierten Organisationsträger organisiert wird, und dass ebenso von WBE organisierte Schulen in den Genuss der Begleitung

kommen können, die entweder von einem territorialen Pool, dessen Zentralschule von WBE organisiert wird, oder von einem territorialen Pool geleistet wird, dessen Zentralschule von einem subventionierten Organisationsträger organisiert wird. Nach der angefochtenen Bestimmung erhalten Schulen, die demselben Netz angehören, also eine Begleitung mit einer niedrigeren oder höheren Finanzierung je nachdem, ob die Zentralschule des territorialen Pools, mit der ihre Anstalt kooperiert, von WBE oder von einem subventionierten Organisationsträger organisiert wird.

B.23.3. Aus den in B.22.1 und B.22.2 angeführten Gründen können die in B.20 genannten Eigenheiten des Organisationsträgers der Zentralschulen, die zum Netz der Französischen Gemeinschaft gehören, einen Behandlungsunterschied zwischen den territorialen Pools je nach dem Netz, dem ihre Zentralschule angehört, in Bezug auf die Finanzierung ihrer Funktionskosten nicht rechtfertigen. Dies gilt umso mehr, als die territorialen Pools - wie in B.23.2 erwähnt - Strukturen sind, die netzübergreifend tätig sein können und daher nicht alle ausschließlich einem einzigen Netz zugeordnet sein können.

B.24. Der von der angefochtenen Bestimmung herbeigeführte Behandlungsunterschied beruht nicht auf einem objektiven und sachdienlichen Kriterium. Der einzige Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7720 ist begründet. Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen, eingefügt durch Artikel 1 des Dekrets des 17. Juni 2021, ist für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die Rechtssache Nr. 7747

Erster Klagegrund

B.25.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7747 bezieht sich auf die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 15 Nummer 1 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 23 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen.

B.25.2. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Artikel 15 der revidierten Europäischen Sozialcharta bestimmt:

« Das Recht behinderter Menschen auf Eigenständigkeit, soziale Eingliederung und Teilhabe am Leben der Gemeinschaft

Um behinderten Menschen ungeachtet ihres Alters und der Art und Ursache ihrer Behinderung die wirksame Ausübung des Rechts auf Eigenständigkeit, soziale Eingliederung und Teilhabe am Leben der Gemeinschaft zu gewährleisten, verpflichten sich die Vertragsparteien insbesondere:

1. die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um für behinderte Menschen Beratung, schulische und berufliche Bildung soweit wie möglich im Rahmen des allgemeinen Systems oder, sofern dies nicht möglich ist, durch öffentliche oder private Sondereinrichtungen bereitzustellen;

[...] ».

Artikel 23 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

« (1) Die Vertragsstaaten erkennen an, dass ein geistig oder körperlich behindertes Kind ein erfülltes und menschenwürdiges Leben unter Bedingungen führen soll, welche die Würde des Kindes wahren, seine Selbstständigkeit fördern und seine aktive Teilnahme am Leben der Gemeinschaft erleichtern.

(2) Die Vertragsstaaten erkennen das Recht des behinderten Kindes auf besondere Betreuung an und treten dafür ein und stellen sicher, dass dem behinderten Kind und den für seine Betreuung Verantwortlichen im Rahmen der verfügbaren Mittel auf Antrag die Unterstützung zuteil wird, die dem Zustand des Kindes sowie den Lebensumständen der Eltern oder anderer Personen, die das Kind betreuen, angemessen ist.

(3) In Anerkennung der besonderen Bedürfnisse eines behinderten Kindes ist die nach Absatz 2 gewährte Unterstützung soweit irgend möglich und unter Berücksichtigung der finanziellen Mittel der Eltern oder anderer Personen, die das Kind betreuen, unentgeltlich zu leisten und so zu gestalten, dass sichergestellt ist, dass Erziehung, Ausbildung, Gesundheitsdienste, Rehabilitationsdienste, Vorbereitung auf das Berufsleben und Erholungsmöglichkeiten dem behinderten Kind tatsächlich in einer Weise zugänglich sind, die der möglichst vollständigen sozialen Integration und individuellen Entfaltung des Kindes einschließlich seiner kulturellen und geistigen Entwicklung förderlich ist.

(4) Die Vertragsstaaten fördern im Geist der internationalen Zusammenarbeit den Austausch sachdienlicher Informationen im Bereich der Gesundheitsvorsorge und der medizinischen, psychologischen und funktionellen Behandlung behinderter Kinder einschließlich der Verbreitung von Informationen über Methoden der Rehabilitation, der Erziehung und der Berufsausbildung und des Zugangs zu solchen Informationen, um es den Vertragsstaaten zu ermöglichen, in diesen Bereichen ihre Fähigkeiten und ihr Fachwissen zu verbessern und weitere Erfahrungen zu sammeln. Dabei sind die Bedürfnisse der Entwicklungsländer besonders zu berücksichtigen ».

Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen bestimmt:

« (1) Die Vertragsstaaten anerkennen das Recht von Menschen mit Behinderungen auf Bildung. Um dieses Recht ohne Diskriminierung und auf der Grundlage der Chancengleichheit zu verwirklichen, gewährleisten die Vertragsstaaten ein integratives Bildungssystem auf allen Ebenen und lebenslanges Lernen mit dem Ziel,

a) die menschlichen Möglichkeiten sowie das Bewusstsein der Würde und das Selbstwertgefühl des Menschen voll zur Entfaltung zu bringen und die Achtung vor den Menschenrechten, den Grundfreiheiten und der menschlichen Vielfalt zu stärken;

b) Menschen mit Behinderungen ihre Persönlichkeit, ihre Begabungen und ihre Kreativität sowie ihre geistigen und körperlichen Fähigkeiten voll zur Entfaltung bringen zu lassen;

c) Menschen mit Behinderungen zur wirklichen Teilhabe an einer freien Gesellschaft zu befähigen.

(2) Bei der Verwirklichung dieses Rechts stellen die Vertragsstaaten sicher, dass

a) Menschen mit Behinderungen nicht aufgrund von Behinderung vom allgemeinen Bildungssystem ausgeschlossen werden und dass Kinder mit Behinderungen nicht aufgrund von Behinderung vom unentgeltlichen und obligatorischen Grundschulunterricht oder vom Besuch weiterführender Schulen ausgeschlossen werden;

b) Menschen mit Behinderungen gleichberechtigt mit anderen in der Gemeinschaft, in der sie leben, Zugang zu einem integrativen, hochwertigen und unentgeltlichen Unterricht an Grundschulen und weiterführenden Schulen haben;

c) angemessene Vorkehrungen für die Bedürfnisse des Einzelnen getroffen werden;

d) Menschen mit Behinderungen innerhalb des allgemeinen Bildungssystems die notwendige Unterstützung geleistet wird, um ihre erfolgreiche Bildung zu erleichtern;

e) in Übereinstimmung mit dem Ziel der vollständigen Integration wirksame individuell angepasste Unterstützungsmaßnahmen in einem Umfeld, das die bestmögliche schulische und soziale Entwicklung gestattet, angeboten werden.

(3) Die Vertragsstaaten ermöglichen Menschen mit Behinderungen, lebenspraktische Fertigkeiten und soziale Kompetenzen zu erwerben, um ihre volle und gleichberechtigte Teilhabe an der Bildung und als Mitglieder der Gemeinschaft zu erleichtern. Zu diesem Zweck ergreifen die Vertragsstaaten geeignete Maßnahmen; unter anderem

a) erleichtern sie das Erlernen von Brailleschrift, alternativer Schrift, ergänzenden und alternativen Formen, Mitteln und Formaten der Kommunikation, den Erwerb von Orientierungs- und Mobilitätsfertigkeiten sowie die Unterstützung durch andere Menschen mit Behinderungen und das Mentoring;

b) erleichtern sie das Erlernen der Gebärdensprache und die Förderung der sprachlichen Identität der Gehörlosen;

c) stellen sie sicher, dass blinden, gehörlosen oder taubblinden Menschen, insbesondere Kindern, Bildung in den Sprachen und Kommunikationsformen und mit den Kommunikationsmitteln, die für den Einzelnen am besten geeignet sind, sowie in einem Umfeld vermittelt wird, das die bestmögliche schulische und soziale Entwicklung gestattet.

(4) Um zur Verwirklichung dieses Rechts beizutragen, treffen die Vertragsstaaten geeignete Maßnahmen zur Einstellung von Lehrkräften, einschließlich solcher mit Behinderungen, die in Gebärdensprache oder Brailleschrift ausgebildet sind, und zur Schulung von Fachkräften sowie Mitarbeitern und Mitarbeiterinnen auf allen Ebenen des Bildungswesens. Diese Schulung schließt die Schärfung des Bewusstseins für Behinderungen und die Verwendung geeigneter ergänzender und alternativer Formen, Mittel und Formate der Kommunikation sowie pädagogische Verfahren und Materialien zur Unterstützung von Menschen mit Behinderungen ein.

(5) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass Menschen mit Behinderungen ohne Diskriminierung und gleichberechtigt mit anderen Zugang zu allgemeiner Hochschulbildung, Berufsausbildung, Erwachsenenbildung und lebenslangem Lernen haben. Zu diesem Zweck stellen die Vertragsstaaten sicher, dass für Menschen mit Behinderungen angemessene Vorkehrungen getroffen werden ».

B.26.1. In einem ersten Teil des Klagegrunds führt die klagende Partei an, dass die angefochtenen Bestimmungen zu einem Behandlungsunterschied, der einer vernünftigen Rechtfertigung entbehre, zwischen Personen mit Behinderung in Bezug auf die in Artikel 6.2.5-4 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen geregelte zusätzliche Finanzierung der Mittel zur individuellen Begleitung für Beeinträchtigungen zum Nachteil von Kindern mit geistiger Behinderung führten. In einem zweiten Teil führt die klagende Partei an, dass die angefochtenen Bestimmungen zu einem ähnlichen Behandlungsunterschied in Bezug auf die zusätzliche Finanzierung der Mittel zur individuellen Begleitung für Beeinträchtigungen, die in Artikel 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen geregelt ist, der sich auf Schüler in völliger ständiger Integration bezieht, führten.

B.26.2. Angesichts ihres Zusammenhangs prüft der Gerichtshof diese beiden Teile zusammen.

B.27.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft führt an, dass die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 7747 keinen Beschwerdegrund gegen Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen vorbringe.

B.27.2. Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen erlaubt es den territorialen Pools, die mindestens einen Schüler betreuen, der bestimmte sensomotorische Beeinträchtigungen aufweist, spezifische Partnerschaften mit dem Organisationsträger bestimmter Sonderschulen abzuschließen. In ihrem Erwiderungsschriftsatz bringt die klagende Partei vor, dass diese Bestimmung untrennbar mit den anderen angefochtenen Bestimmungen verbunden sei.

B.27.3. Aus dem in B.26.1 Erwähnten geht hervor, dass sich der erste Klagegrund im Wesentlichen nicht auf Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen bezieht, sondern sich auf die Artikel 6.2.5-4 und 6.5.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen sowie auf Artikel 6.2.3-1 dieses Gesetzbuches beschränkt, insoweit diese Bestimmung festlegt, dass es Aufgabe der territorialen Pools ist, « die Schüler, die sensomotorische Beeinträchtigungen aufweisen, die eine umfangreiche Betreuung erfordern, im Rahmen der Durchführung angemessener Vorkehrungen individuell zu begleiten, sofern sich dies angesichts des in Artikel 6.2.5-4 Absatz 2 erwähnten Umfangs der Bedürfnisse als notwendig erweist » (Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe b)).

Im Übrigen geht aus Artikel 6.2.2-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen nicht hervor, dass diese Bestimmung untrennbar mit den anderen angefochtenen Bestimmungen verbunden ist.

B.27.4. Die Unzulässigkeitseinrede ist begründet, was den ersten Klagegrund betrifft.

B.28.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs; die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und Nichtdiskriminierung gelten angesichts aller Rechte und aller Freiheiten, einschließlich derjenigen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben, welche für Belgien verbindlich sind.

B.28.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.29. Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführt, führen die Artikel 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen, wie in B.3.6 erwähnt, tatsächlich zu einem Behandlungsunterschied in Bezug auf die zusätzliche Finanzierung der territorialen Pools zugunsten bestimmter Schüler mit einer sensomotorischen Behinderung. Aus der Nichtigkeitsklageschrift geht hervor, dass es genau dieser Behandlungsunterschied ist, der von der klagenden Partei beanstandet wird.

B.30. In ihrem ersten Klagegrund beanstandet die klagende Partei die Bedingung, dass zuvor das Sonderschulwesen während mindestens eines Jahres tatsächlich besucht worden sein muss, um Zugang zum Regelschulwesen in völliger ständiger Integration erhalten zu können. Dieses Erfordernis beruht jedoch nicht auf einer Unterscheidung je nach der Art der Behinderung und beschränkt sich nicht nur auf Schüler mit geistiger Behinderung. Daher hat der Beschwerdegrund nichts mit dem beanstandeten Behandlungsunterschied zu tun und ist also im Rahmen des ersten Klagegrunds nicht zu prüfen.

B.31.1. Aus den in B.1.1 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber es allen Schülern mit Beeinträchtigung ermöglichen wollte, eine angemessene Unterstützung zu erhalten. Die in den Artikeln 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen vorgesehene zusätzliche Finanzierung sowie die in Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe b) dieses Gesetzbuches erwähnte individuelle Begleitung sind als Mittel gedacht, mit denen eine solche Unterstützung geleistet werden kann.

B.31.2. Wie in B.7.1 erwähnt, führen die Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe b), 6.2.5-4 und 6.2.5-5 zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Schülern je nach ihrer Behinderung. Die Schüler, die die in diesen Bestimmungen erwähnten sensomotorische Beeinträchtigung aufweisen, ziehen nämlich eine individuelle Betreuung und eine höhere zusätzliche Finanzierung nach sich.

B.32.1. Artikel 15 Nummer 1 der revidierten Europäischen Sozialcharta sieht vor, dass sich die Vertragsparteien, um behinderten Menschen die wirksame Ausübung des Rechts auf Eigenständigkeit, soziale Eingliederung und Teilhabe am Leben der Gemeinschaft zu gewährleisten, unter anderem verpflichten, die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um für diese Personen Bildung soweit wie möglich im Rahmen des allgemeinen Systems oder, sofern dies nicht möglich ist, durch öffentliche oder private Sondereinrichtungen bereitzustellen.

B.32.2. Mit seiner « Entscheidung über die Begründetheit » vom 9. September 2020 hat der Europäische Ausschuss für Soziale Rechte die Ansicht vertreten, dass das Recht auf inklusive Bildung der Kinder mit einer geistigen Behinderung, das in Artikel 15 Nummer 1 der revidierten Europäischen Sozialcharta verankert ist, in der Französischen Gemeinschaft durch den Dekretrahmen vor dem Dekret vom 17. Juni 2021 nicht tatsächlich gewährleistet war (Europäischer Ausschuss für Soziale Rechte, Entscheidung über die Begründetheit vom 9. September 2020, Kollektivbeschwerde Nr. 141/17, *Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) und Inclusion Europe gegen Belgien*, § 86). Nach dieser Entscheidung hat das Ministerkomitee Belgien empfohlen, « die bereits eingeleitete Arbeit fortzuführen und alle erforderlichen gesetzlichen und institutionellen Maßnahmen zu ergreifen, um einen kohärenten Aktionsplan sicherzustellen, der die für eine tatsächliche Inklusion in der Praxis notwendigen Bedingungen schafft » und « alle erforderlichen gesetzlichen und institutionellen Maßnahmen zu ergreifen, um die fehlende angemessene Überwachung und ständige Evaluation der ergriffenen Maßnahmen, um das Recht auf inklusive Bildung zu garantieren und die Kinder gegen Diskriminierung zu schützen, zu bearbeiten » (Ministerkomitee, Empfehlung CM/RecChS(2021)19 vom 22. September 2021).

B.32.3. Obgleich die Entscheidungen des Europäischen Ausschusses für Soziale Rechte und die Empfehlungen des Ministerkomitees nicht für Belgien verbindlich sind, ist im Rahmen der aktuell geprüften Rechtssache doch die vorerwähnte Entscheidung und die sich daraus ergebende Empfehlung zu berücksichtigen, da der Europäische Ausschuss für Soziale Rechte ein unabhängiges Gremium ist, das eigens im Hinblick auf die Überwachung der Anwendung der revidierten Europäischen Sozialcharta eingerichtet wurde, und da er den Fall der Schüler mit geistiger Behinderung in der Französischen Gemeinschaft geprüft hat, was genau der Gegenstand der Rechtssache Nr. 7747 ist.

B.33.1. In den Vorarbeiten zu den Artikeln 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe b), 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen ist keine Rechtfertigung für die Verwendung des Kriteriums der sensomotorischen Behinderung als Grundlage für den vorerwähnten Behandlungsunterschied angegeben, der insbesondere zum Nachteil von Schülern mit geistiger Behinderung eingeführt wurde. Die in B.32.2 genannte Entscheidung und Empfehlung zeigen aber, dass die letztgenannte Kategorie von Schülern objektiv ist und sachdienlich mit den Kategorien andere Schüler mit Behinderung verglichen werden kann. Überdies geht daraus hervor, dass die frühere Dekretregelung nicht mit dem Recht auf inklusive Bildung von Schülern mit Behinderung, das in Artikel 15 Nummer 1 der revidierten Europäischen Sozialcharta verankert ist, vereinbar war. Artikel 23 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen nehmen ebenfalls Bezug auf dieses Recht.

Außerdem rechtfertigt die Regierung der Französischen Gemeinschaft die Verwendung des Kriteriums der sensomotorischen Behinderung in den angefochtenen Bestimmungen nicht. Was die Beweislast betrifft, ist aber grundsätzlich davon auszugehen, dass es, wenn ein Kläger das Vorhandensein eines Behandlungsunterschieds nachgewiesen hat, der Gegenpartei obliegt nachzuweisen, dass dieser Behandlungsunterschied gerechtfertigt ist.

B.33.2. Darüber hinaus wurde in den Vorarbeiten zum Dekret vom 17. Juni 2021 allgemein zu Schülern mit geistiger Behinderung präzisiert:

« Pour les élèves qui présentent une déficience intellectuelle, différents types d'accompagnement sont prévus, à savoir un enseignement spécialisé de qualité, le dispositif d'intégration permanente totale maintenu pour les élèves qui bénéficient déjà du dispositif. Ces dernières années, la mise en place de classes à visée inclusive se développe et favorise les collaborations et les partenariats entre les écoles ordinaires et spécialisées en développant des moments de temps partagés pour les élèves qui fréquentent ces deux types d'enseignement. Cette démarche permet de développer des valeurs comme la tolérance, le respect de la différence, la solidarité, etc., et ainsi de développer le chemin vers une société plus égalitaire et plus inclusive. À ce jour, on compte 17 classes de ce genre, réparties sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, tant au niveau fondamental qu'au niveau secondaire. La volonté de la ministre est d'encourager le développement de ce genre d'initiative. Ainsi, 5 nouvelles classes à visée inclusive verront le jour l'année prochaine.

La ministre annonce l'organisation d'une table ronde sur la prise en charge des élèves à déficience intellectuelle avec pour objectifs d'envisager les modalités d'un accompagnement spécifique de ces élèves tant dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé. Cette table ronde sera l'occasion d'aborder la problématique du manque de places dans les écoles de type 2 et d'envisager ensemble des solutions même si ce point doit faire l'objet d'une concertation avec les fédérations de PO et WBE. Cette table ronde rassemblera les différents ministres qui ont en charge le secteur du handicap parmi leurs compétences, à tous les niveaux de pouvoir, des représentants des associations de parents, des représentants des associations qui accompagnent ces élèves sur le terrain, des représentants des acteurs de terrain tels que les membres du personnel de l'enseignement spécialisé et ordinaire, les directions, les représentants des acteurs institutionnels, le DGDE [Délégué général aux droits de l'enfant] et Unia. La cellule 'enseignement spécialisé et inclusif' de son cabinet est en contact avec le DGDE et Unia pour baliser les contours de cette table ronde sur l'inclusion des élèves porteurs de handicap intellectuel.

L'objectif de la ministre est que chaque élève trouve sa place dans le système scolaire de la FWB. Le décret aujourd'hui examiné n'apporte pas la réponse à cette question spécifique des élèves à déficience intellectuelle, mais l'instauration des pôles territoriaux est vouée à changer le paradigme et le regard porté sur le handicap dans la scolarité. La prise en charge des élèves à déficience mentale modérée à sévère n'a pas été intégrée dans le dispositif des pôles, à la demande des fédérations de PO, WBE et des organisations syndicales, afin que soit pris le temps d'une réflexion spécifique à la prise en charge de ces élèves qui ont également droit à un enseignement de qualité et inclusif » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2020-2021, Nr. 245/3, S. 20).

B.33.3. Zwar kann der Dekretgeber eine grundlegende Reform in aufeinanderfolgenden Schritten einführen (siehe Entscheid des Gerichtshofes Nr. 104/2015 vom 16. Juli 2015, ECLI:BE:GHCC:2015:ARR.104, B.9.1) und somit schrittweise im Sinne der Inklusion von Schülern mit Behinderung vorgehen, aber er darf in diesem Zusammenhang keine ungerechtfertigte Unterscheidung zwischen der Kategorie von Schülern mit sensomotorischer Behinderung und der Kategorie von Schülern mit geistiger Behinderung vornehmen.

B.34. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7747 ist begründet. Die Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe b), 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen, eingefügt durch Artikel 1 des Dekrets vom 17. Juni 2021, sind für nichtig zu erklären.

Zweiter Klagegrund

B.35.1 Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7747 bezieht sich auf die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmungen mit Artikel 22ter der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 15 Nummer 1 der revidierten Europäischen Sozialcharta, mit Artikel 23 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit Artikel 24 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen.

B.35.2. Die klagende Partei führt an, dass die angefochtenen Bestimmungen gegen die im Klagegrund genannten Bestimmungen verstießen, insofern es nunmehr den Schülern mit geistiger Behinderung auferlegt werden, das Sonderschulwesen tatsächlich zu besuchen, um später in den Genuss einer Begleitung im Regelschulwesen kommen zu können, während es im vorherigen System der völligen zeitweiligen Integration möglich war, eine Begleitung zu erhalten, ohne vorher das Sonderschulwesen besucht haben zu müssen.

B.36.1. Das System der völligen zeitweiligen Integration, das im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 « über die Organisation des Sonderunterrichts » vorgesehen war, wurde durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juni 2021 « zur Abänderung des Dekrets vom 3. März 2004 über die Organisation des Sonderunterrichts, um die völlige zeitweilige Integration zu streichen » abgeschafft, sodass der Beschwerdegrund, der von der klagenden Partei aus dieser Streichung abgeleitet wird, nicht auf die angefochtenen Bestimmungen zurückgeführt werden kann.

B.36.2. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen

B.37. Für den Fall der Nichtigklärung beantragt die Regierung der Französischen Gemeinschaft, die Folgen der in der Rechtssache Nr. 7747 angefochtenen Bestimmungen aufrechtzuerhalten.

B.38.1. Eine rückwirkende Nichtigklärung von Artikel 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen kann den territorialen Pools, die die von diesen Bestimmungen vorgesehene erhöhte Finanzierung erhalten haben, erhebliche finanzielle Schwierigkeiten verursachen.

B.38.2. Es besteht das Risiko, dass eine bloße Nichtigklärung der Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe *b*), 6.2.5-4 und 6.2.5-5 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen den Schülern mit sensomotorischer Behinderung, auf die sich diese Bestimmungen beziehen, den Mechanismus entzieht, der ihnen zugutekommt.

B.39. In Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen aufrechtzuerhalten, wie es im Urteilstenor angegeben ist, um dem Dekretgeber die nötige Zeit für die Annahme neuer Bestimmungen zu lassen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juni 2021 « zur Schaffung territorialer Pools zur Unterstützung der Schulen des Regelschulwesens bei der Durchführung angemessener Vorkehrungen und völliger ständiger Integration », insofern es die Artikel 6.2.3-1 Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe *b*), 6.2.5-4, 6.2.5-5 und 6.2.5-6 § 3 Absätze 2 und 3 in Buch 6 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen einfügt, für nichtig;

- erhält die Folgen dieser Bestimmungen bis zum Ende des Schuljahres 2025-2026 aufrecht;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. Juni 2023.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/44794]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989

Bij arrest van 27 juni 2023, waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 3 augustus 2023, heeft het Hof van Beroep te Antwerpen de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is artikel 203, § 3, Wet Verzekeringen strijdig met artikel 10 en 11 van de Grondwet in die zin geïnterpreteerd :

dat de verzekerden die een ziekteverzekeringsovereenkomst (in de zin van artikel 201, § 1, Wet Verzekeringen), ten deze een arbeidsongeschiktheidsverzekering (in de zin van artikel 201, § 1, 2^{de} Wet Verzekeringen), hebben afgesloten die op bijkomende wijze is aangeboden bij een hoofdrisico dat niet levenslang is, krachtens artikel 203, § 3, Wet Verzekeringen geen dwingende dekking hebben minstens tot de leeftijd van 65 jaar of tot een jongere leeftijd, wanneer deze de normale leeftijd is waarop de verzekerde zijn beroepswerkzaamheid volledig en definitief stopzet, terwijl de verzekerden die een ziekteverzekeringsovereenkomst (in de zin van artikel 201, § 1, Wet Verzekeringen), ten deze een arbeidsongeschiktheidsverzekering (in de zin van artikel 201, § 1, 2^{de} Wet Verzekeringen), hebben afgesloten die niet op bijkomende wijze is aangeboden bij een hoofdrisico dat niet levenslang is, krachtens art. 203, § 1, Wet Verzekeringen op dwingende wijze dekking hebben ten minste tot de leeftijd van 65 jaar of tot een jongere leeftijd, wanneer deze de normale leeftijd is waarop de verzekerde zijn beroepswerkzaamheid volledig en definitief stopzet ? ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 8071 van de rol van het Hof.

De griffier,

F. Meersschant

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/44794]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989

Par arrêt du 27 juin 2023, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 3 août 2023, la Cour d'appel d'Anvers a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 203, § 3, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, interprété en ce sens :

que les assurés ayant conclu un contrat d'assurance maladie (au sens de l'article 201, § 1er, de la loi du 4 avril 2014), à savoir en l'espèce une assurance incapacité de travail (au sens de l'article 201, § 1er, 2^o, de la loi du 4 avril 2014), qui est offert à titre accessoire par rapport au risque principal, dont la durée n'est pas à vie, ne bénéficient pas, en vertu de l'article 203, § 3, de la loi du 4 avril 2014, d'une couverture impérative au moins jusqu'à l'âge de 65 ans ou à un âge antérieur, si cet âge est l'âge normal auquel l'assuré met complètement et définitivement fin à son activité professionnelle, alors que les assurés ayant conclu un contrat d'assurance maladie (au sens de l'article 201, § 1er, de la